



Politique – Organisations

Consultation de recherche du PUCA

**« La citoyenneté urbaine :
formes d'engagement et enjeux de solidarité »**

Rapport final :

Des fabriques de citoyenneté

Convention d'étude n°: MAPA D07.23 (0700916)

Equipe PACTE/Odenore :
Catherine Chauveaud, chargée d'études, Philippe Warin, directeur de recherche.

Octobre 2009

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
INTRODUCTION	4
1. COLLECTIFS ET SOCIALITE	6
1.1. Produire des transactions	6
1.2. Contrepoint critique sur les modes d'interaction produits	13
1.3. Favoriser le partage	15
1.4. Eviter le groupe	20
1.5. Prendre la parole	23
1.6. Etre indifférent aux stigmates	28
2. RECONNAISSANCE SOCIALE ET CITOYENNETE	33
2.1. Processus de reconnaissance	33
2.1.1. Production d'une confiance en soi	35
2.1.2. Production d'un respect de soi	36
2.1.3. Production d'une estime de soi	39
2.2. Processus de réduction des préjugés	40
2.2.1. Déjouer les préjugés	40
2.2.2. Empêcher l'expression de particularismes	44
2.3. Relations à la citoyenneté	48
CONCLUSION	52
EPILOGUE	57
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	58

AVANT-PROPOS.

Le projet de recherche s'intitulait « Intermédiation sociale et fabrication de citoyennetés sociale et politique. Etude comparée de six structures associatives ». Nous avons choisi de donner un titre plus court au rapport final : *Des fabriques de citoyenneté*. L'objet d'étude reste cependant le même. Les enquêtes envisagées ont été également conduites comme prévu, sauf dans deux structures. Cela nous a conduit à en trouver d'autres, dans des quartiers différents. Les objectifs de la recherche n'ont pas été modifiés pour autant ; au contraire, ce déplacement a permis de découvrir le rôle de ces structures sous un angle plutôt inattendu.

Avant de présenter les résultats de cette recherche, nous tenons à remercier chaleureusement celles et ceux qui ont donné de leur temps pour des entretiens ou des témoignages. Leur rencontre, à plusieurs reprises et dans des contextes souvent différents, a été un vrai enrichissement. Merci également aux structures d'avoir accepté et facilité notre présence dans leurs lieux. En nous permettant ces immersions, elles ont contribué à ce travail d'observation sans lequel il n'aurait été possible d'apercevoir le grain fin des interactions qui les caractérisent.

Nous remercions aussi le PUCA pour son soutien et le comité scientifique du programme « Citoyenneté urbaine » pour le suivi attentif des recherches.

INTRODUCTION.

Partis pour étudier l'organisation et le fonctionnement d'associations ou de groupes d'habitants créés pour répondre à l'isolement individuel et au repli communautaire dans un quartier d'habitat social, nous revenons avec la conclusion selon laquelle ces structures peuvent agir comme des *fabriques de citoyenneté*. Alors que nous les abordions comme des acteurs lancés, après tant d'autres, dans la quête improbable d'un « vivre ensemble », nous découvrons ce qu'elles apportent à leurs participants.

Nous prendrons le risque d'agacer le lecteur ou plus tranquillement de le surprendre en livrant aussitôt nos conclusions. Mais nous faisons le choix, ici comme dans nos autres travaux, d'une recherche conclusive qui, au terme de son processus, affiche ses résultats puis les explique. Cela permet également de poser aussitôt les termes clés, plus théoriques, de l'exposé.

Nées tantôt à l'initiative d'institutions locales, tantôt de la mobilisation d'habitants, ces structures ont été créées dans l'intention explicite d'éviter les *retranchements individuels ou collectifs* de personnes qui se replient sur elles-mêmes ou s'enferment dans des entre soi jugés stériles. Toutes ont pour objectif d'élever les conditions sociales des habitants. Partageant une même analyse du quartier, marquée principalement par la crainte d'une ségrégation urbaine vue comme une privation multidimensionnelle, durable et cumulative de bien-être¹, ces structures visent toutes à endiguer, voire à réduire, l'individualisme qui conduit à l'évitement, à la défiance sinon au mépris et à la solitude, et qui pousse davantage à la peur et parfois à l'affrontement plutôt qu'à la reconnaissance de l'autre (Honneth, 2000, 2006 ; Algan, Cahuc, 2007). Sans se substituer au réseau associatif préexistant, intervenant pour le logement, la vie de quartier, la culture, le sport, etc., ni bien entendu aux services sociaux ou aux institutions, ces structures produisent des *collectifs*, soit des modes d'interactions – situés dans des lieux et des activités – qui facilitent la reconnaissance sociale². Elles aident les personnes à acquérir ou à reconquérir à la fois une *confiance en soi*, un *respect de soi*, et une *estime de soi*. Pour atteindre ce but, elles pratiquent le collectif comme un art du détour³ : elles cherchent mettre les personnes dans des interactions qui leur (re)donnent une *socialité*, c'est-à-dire une capacité à former des liens sociaux. Leur premier apport est donc de rattacher les personnes à des appartenances (des gens, des lieux, des moments) qui les aident à s'identifier.

¹ Elisabeth Tovar nous paraît particulièrement bien décrire le problème que ces structures visent à réduire : « Cette relégation consiste en une mise à distance sociale persistante d'individus soumis à une privation cumulative de bien-être relativement élevée par rapport au reste de la population. Cette privation de bien-être effectif multidimensionnelle, durable et cumulative se projette dans l'espace urbain sous la forme d'une mise à l'écart physique des individus défavorisés dans les espaces ségrégués de ce fait. Ces individus se trouvent ainsi exclus des mécanismes de régulation socio-économiques et politiques qui tissent le lien social, par-delà leur environnement immédiat, de sorte que leur localisation les prive de la pleine capacité de mener à bien leur vie comme ils l'entendent. » (Tovar, 2008).

² Il est important de parler de mode d'interaction (et non de mode de relation ou d'échange) pour insister sur le caractère interpersonnel de ce qui se produit dans les structures.

³ Nous parlons d'un art du détour par référence au « détour par l'autre » abordé par Georges Balandier comme réponse au repli sur la sphère privée caractéristique de l'individualisme moderne (Balandier, 1985).

En œuvrant dans ce sens – et c'est là leur second apport –, elles produisent aussi de la citoyenneté. Certes, elles n'ont aucune prise sur la citoyenneté en tant que cadre normatif (légaliste, politique et social)⁴ ; par rapport à la citoyenneté vue comme normativité, elles sont clairement hors jeu. En revanche, elles ne le sont pas, loin s'en faut, dès lors que la pratique de la citoyenneté est dirigée vers la question de l'identitaire (Turner, 1997). L'individualisme contemporain réduit les capacités de représentation collective qui transcendent l'intérêt individuel ou les représentations identitaires individuelles (Gauchet, 1998), si bien que la citoyenneté a besoin d'une image et d'une présence forte de l'individu (Thériault, 1999). Dans ces conditions, le « problème » (*des retranchements individuels et collectifs*), la « solution » (*des collectifs*) et « l'effet recherché » (*des socialités*) posent le cadre d'une analyse de ces structures comme des « fabriques de citoyenneté » (en terme de processus de *reconnaissance sociale*).

Bien que le quartier où nous avons enquêté, la Villeneuve à Grenoble, soit arpenté depuis de nombreuses années par des observateurs de toutes sortes, ce que produit ce type de structures, dans ce quartier comme ailleurs, ne nous paraît pas particulièrement connu. Chercher ce qu'elles apportent à celles et ceux qui les fréquentent permet donc de saisir leur intérêt social. Et expliquer leur intérêt social permet de comprendre qu'elles fabriquent une « *citoyenneté urbaine qui vient corriger les limites inhérentes à la citoyenneté sociale qui ne connaît que les inégalités de classe, de revenus [...] et qui ignore l'inégalité des chances entre les individus selon les localités ou les quartiers d'une agglomération, selon la provenance ethnique ou de genre* » (Donzelot, 2008 : 66).

Pour saisir cette production de collectifs et ses effets sur les participants, nous proposons par conséquent de mettre en avant les principaux constats issus du travail d'enquêtes réalisé sur le quartier, en présentant au fil du récit des extraits d'entretiens, d'observations et de notes, amassés au cours du travail de type ethnographique mené à l'intérieur de ces structures. Cette présentation synthétique reprend en partie la note de travail et les deux rapports intermédiaires remis au PUCA, et les prolonge sur plusieurs plans. Le présent rapport de recherche s'organise en deux parties : la première présente les collectifs produits ; la seconde explique les effets en terme de reconnaissance sociale. En conclusion, le rapport ouvre une discussion sur la reconnaissance institutionnelle de ces structures. L'organisation générale du rapport cherche à tenir compte des observations et conseils reçus du conseil scientifique du programme « Citoyenneté urbaine » du PUCA lors du séminaire de capitalisation et de sa visite à Grenoble en juillet 2009, en rendant compte par endroits du matériau brut constitué au cours de l'enquête.

⁴ Suivant la typologie développée par Thomas Humphrey Marshall, la citoyenneté fut au départ définie par son aspect légaliste (17^e et 18^e siècles), puis politique avec le suffrage universel (18^e et 19^e siècles), et social avec l'Etat providence (20^e siècle).

1. COLLECTIFS ET SOCIALITE.

Aucune des structures étudiées n'a de public captif, c'est-à-dire donné à l'avance. Chacune construit le sien selon une logique de créneau, qui dépend de son origine et des activités proposées. La construction des « publics » repose par conséquent entièrement sur le souhait des personnes de participer ou pas. Cela étant, l'accueil des participants est loin d'être une séquence anodine, bien au contraire. Beaucoup de choses se jouent à ce moment là. En particulier, la façon de gérer le risque, toujours présent, d'une consommation d'activités sans implication personnelle est déterminante pour que les personnes participent, comme attendu, à des modes d'interaction générateurs de citoyenneté. Aussi, nous paraît-il particulièrement important de montrer comment les structures gèrent ce risque, puisque qu'à travers leurs efforts on perçoit ce qu'elles proposent comme modèles de socialité à travers lesquels les participants peuvent éventuellement (re)gagner une reconnaissance sociale. En particulier, c'est la forme de la réciprocité dans les interactions qui caractérise la socialité produite ; ainsi, va-t-on retrouver plusieurs des formes de réciprocité définies par Alan P. Fiske dans son étude des modèles élémentaires de la socialité (Fiske, 1992) : une « réciprocité généralisée », lorsque les individus sont socialement équivalents et indifférenciés dans un rapport d'interaction donné ; une « réciprocité équilibrée », dans le cas d'interactions fondées sur des contributions respectives qui équilibrent les relations ; une « non réciprocité » ou une relation inégale ou asymétrique lorsque les interactions différencient les personnes et ne se fondent pas sur l'échange d'équivalents.

1.1. Produire des transactions.

Le *Relais de voisinage* ne cherche pas des participants, il attend simplement que des habitants poussent sa porte. Cette structure, créée par la Ville au début des années 2000 en réponse à de très graves évènements dans un secteur du quartier est un lieu d'écoute « *pour repêcher les personnes à la dérive* »⁵. Elle a été animée, jusqu'à une période récente par une conseillère sociale et familiale, ayant une formation en psychologie. Sans statut associatif, elle ressemble plutôt à un groupe d'habitants, même si formellement le *Relais* se présente comme un « projet » géré par la Régie de quartier. Le *Relais de voisinage* ne fonctionne donc pas suivant une logique du nombre, ce qui ne l'empêche pas d'accueillir un public relativement nombreux et de recevoir des personnes qui peuvent lui être signalées par des services sociaux, ou par le bouche à oreille. Avant son déménagement⁶, le *Relais* comptabilisait en moyenne 900 passages par an et comptait un noyau de participants réguliers d'environ 100 personnes, certaines personnes pouvant passer plusieurs fois par jour dans l'appartement prêté, situé à un

⁵ Pour une présentation détaillée de la structure voir : Catherine Chauveaud, « Non-recours et non droit. Entretien avec une conseillère en insertion et un médiateur, animateurs d'un Relais de voisinage », ODENORE, *Observations & Etudes* n°5, août 2004. http://odenore.msh-alpes.prd.fr/documents/Synthes_entretiens_RV_Aout_04.pdf

⁶ La structure a récemment déménagé au 13^{ème} étage d'une tour du quartier du Village Olympique qui jouxte la Villeneuve, appelée là-bas pour des missions quelque peu différentes.

rez-de-chaussée facile d'accès pour les personnes à mobilité réduite. Bien que le *Relais* ait été aussi affiché dans le quartier comme structure de médiation (son second rôle), son animatrice a su être active pour tirer des personnes, en allant directement vers les habitants, en les accostant même directement dans les espaces publics, ou en étant aussitôt réactive lorsque des situations d'urgence lui sont signalées. Or des urgences, il y en a dans la vie d'un quartier. Ainsi cette femme serait restée probablement encore longtemps cloîtrée à son domicile, si au détour d'une conversation au *Relais de voisinage* quelqu'un n'avait pas signalé connaître « *une personne qui se lève à 15 heures pour faire sauter le repas de midi et qui calfeutre une pièce à vivre dans son appartement pour économiser l'énergie.* » Les nouvelles du quartier convergent ainsi vers le *Relais*, celui-ci étant connu comme lieu d'écoute et de médiation ; et les habitants aussi, peu à peu. En tout cas, c'était vrai avant le transfert vers un autre quartier⁷.

Ce transfert, intervenu au cours de l'enquête, permet de comprendre ce que ce sont les conditions d'implantation de ce type de structure lorsqu'elle ne s'effectue pas dans une situation crise. Tout repose sur une offre attractive pour que les habitants aient la curiosité de découvrir la nouvelle structure. Il s'agit d'éveiller l'intérêt. Quand on subit ses conditions de vie, on ne croit plus aux promesses. Il est important de pouvoir alors s'accrocher à ce qui peut paraître nouveau ou différent, parce que cela chasse la monotonie et, qui sait, peut apporter quelque chose⁸. Pour le dire comme cette ancienne militante du quartier, qui a été de la plupart des combats associatifs sur la Villeneuve : « *Malgré tout [c'est-à-dire au-delà de leurs difficultés ou leur mal être], les gens sont à l'affût de ce qui peut se passer à proximité.* » Même – et surtout, selon certains – lorsque les relations de voisinage sont limitées et piégeuses, le quartier reste perçu, malgré tout, comme « un lieu des possibles », où du nouveau ou du différent peut surgir. Cette représentation à contre-courant de l'image d'indifférence plaquée en général sur la vie des quartiers d'habitat social indique que les habitants sont attentifs (et peut-être davantage que d'autres) au hasard qui peut notamment améliorer les relations de voisinage, même s'ils ont peu d'espoir d'une vie matérielle meilleure. Ainsi, une habitante souvent rencontrée au cours de l'enquête conclut que « *les gens sont à l'affût de ce qui peut être proposé, parce qu'ils savent que le quartier est généreux avec ceux qui s'ouvrent et pas avec ceux qui se replient sur eux-mêmes.* »

Mais le *Relais* dérange aussi. Lieu d'écoute et donc de circulation d'informations, il vise aussi les silences du quartier. Des personnes ont ainsi indiqué qu'elles évitaient le *Relais* par crainte de représailles : d'où, les efforts de l'animatrice pour tenir des réunions à l'extérieur, à la vue de tous, avec un geste ou une parole pour inviter d'autres habitants à rejoindre le groupe.

⁷ Demande expresse ayant été adressée au *Relais* de ne plus accueillir les habitants de la Villeneuve ; ce qui sera, nous l'avons vérifié, très mal vécu par beaucoup d'entre eux qui se sont sentis abandonnés et dépossédés d'un lieu – pour certains le seul – où ils pouvaient rencontrer d'autres personnes.

⁸ Les discussions menées par l'intermédiaire du *Relais* avec cinq habitants de la Villeneuve volontaires pour suivre et discuter avec nous de la campagne électorale des Présidentielles de 2007, ont souligné avec force ce curieux mélange d'incrédulité et d'attente de « ré-enchantement » (regain d'intérêt et de confiance) devant n'importe quelle proposition. Philippe Warin, « La campagne pour les élections présidentielles de 2007 jugée par des personnes en difficulté d'accès aux droits sociaux », ODENORE, *Observations & Etudes* n°24, décembre 2007. http://odenore.msh-alpes.prd.fr/documents/focusgroupe_definitif.pdf

Témoignage : « En plus ici les habitants sont un peu repliés sur les 3 tours entre Villeneuve et le Village Olympique. On se sent un peu exclus. Les habitants ont le sentiment qu'on ne les entend plus. Peu de choses ont été faites avec les habitants. C'est resté marginal. C'est entre les deux quartiers, alors qu'en réalité cela fait partie du VO. [...] Le fait de faire le Relais c'est bien, on pense un peu à nous. Je ne sais pas s'il y a un lien avec les problèmes [drogue, dégradations], mais ça tombe bien. Maintenant attention, faut pas que ça apparaisse comme si c'est lié à ça. Sinon ça va être dur pour le Relais [...] on croira qu'on y va pour 'balancer'. Si les jeunes nous voient arriver là bas, ils vont nous accuser de les balancer. En fait il faudrait que les jeunes viennent au Relais et qu'ils voient. La MJC [du quartier] avait essayé, elle a été brûlée ! Je sais pas si c'est en rapport, mais y a un gros risque. [...] En tout cas le problème il existe. Moi, y'en a qui m'ont demandé que je porte plainte au Relais ! J'ai refusé, c'est clair ! Mais ça montre bien comment le Relais il est perçu de travers. »

Revenons-en à l'offre que cherche à développer le *Relais* transféré, car ce qui est proposé reproduit sur le fond le mode d'interaction pratiqué auparavant à la Villeneuve. Comme l'explique son animatrice, deux stratégies d'intéressement sont possibles pour constituer un public : l'une pour solliciter le « *juste pour voir* », l'autre le « *c'est ce que je cherche.* » En passant au Village Olympique, le *Relais de voisinage* joue sur les deux registres, par exemple en invitant les habitants à découvrir « comment entrer dans le monde d'après » en découvrant les techniques du compost domestique dans un appartement témoin, mais aussi en affichant le projet d'installer dans son local haut perché une mini crèche autogérée aux horaires décalés par rapport aux équipements du quartier, pour répondre aux besoins spécifiques de mères salariées isolées, considérés par la Régie de quartier comme prioritaires.

Témoignage : « Moi quand j'ai vu la plaquette de présentation du Relais, ça m'a donné envie de venir voir. J'en avais entendu parler quand ils étaient aux Géants par le biais d'une personne qui m'avait expliqué ce que c'était. Mais bon, à l'époque je n'y suis pas allée, trop loin, tout ça. Mon impression a été bonne, il y avait les filles d'Unis-cité [service civil volontaire], plus une ou deux personnes. On n'était pas nombreux, alors on a pu bien discuter tout de suite. Moi j'étais venue sans avoir d'objectif précis, pour voir simplement. [...] On m'a expliqué que le Relais était un service pour les habitants, qu'on pouvait y faire des rencontres, chercher des informations. C'est aussi un point d'accueil où on peut venir dire ce qui ne va pas, plus facilement qu'à la SDH [bailleur social] par exemple. Ça porte bien son nom, un Relais, ça sert d'intermédiaire, par rapport à des papiers administratifs, informer sur ce qui se passe dans le quartier parce que dans ce quartier c'est un peu chacun pour soi, on ne se fréquente pas. [...] Et par rapport à un Centre social, ce n'est pas la même chose, ça reste l'administration, tandis que là c'est plus neutre. Ici, F. [animatrice du Relais] on la connaît et elle sera là pour dire ce qu'il vaut mieux faire pour trouver une solution. On gagne du temps, ça évite d'aller là où il ne faut pas. »

Quelles que soient les propositions faites aux habitants, il faut surtout relever la méthode consistant à susciter une curiosité ou un intérêt suffisant afin que les personnes décident de fréquenter la structure, sans pour autant créer un processus d'enrôlement qui aussitôt leur attribuerait une position. Le *Relais* vise à faciliter des transactions entre les personnes (échanges de savoirs, échanges de services dans l'offre qui se dessine au Village Olympique). Faciliter des transactions : c'est bien le but du *Relais de voisinage* depuis son origine en 2003, en tout cas pendant sa période Villeneuve à laquelle nous consacrons la suite.

Cette structure fonctionne sur le mode de la proximité, sans prise de rendez-vous, avec l'objectif de ne pas entrer tout de suite dans la problématique la plus lourde, mais plutôt de commencer par la circonscrire. Cette habituée du *Relais* à la Villeneuve résume clairement ce principe d'action : « *On boit le café ensemble, on se rencontre. Les gens, on peut les croiser une fois par semaine pendant un an et après un déclic peut se produire. C'est un travail de patience et de mise en confiance, progressif, on se donne du temps, ce qu'on ne peut pas faire dans un cadre institutionnel.* » Le lieu d'écoute repose entièrement sur les échanges que les présents permettent d'avoir et donc sur le hasard des rencontres et des humeurs. Il n'y a pas d'activités proposées (ce qui changera avec le transfert) car tout repose sur ce que les personnes apportent comme informations, demandes, réactions, questions, blagues, coups de gueule, etc. Le mode d'interaction s'inscrit pour commencer dans une logique du tout-venant.

Témoignage. « *Vivre seul, ça bloque les portes ça vous baisse le moral. Moi j'ai toujours l'impression d'entendre mon amie dans la maison, ma chienne c'est pareil elle est morte il y a un an. La seule qui me rend service c'est F., elle parle avec moi, elle m'offre le café. Pour le reste zéro. J'ai une vie de merde. Mais j'ai bien essayé avec l'assistante sociale mais ça n'a rien fait, ça n'a pas bougé. [...] D'être au fond du trou, comme vous dites, ça me motive, si, si bien sûr, j'ai envie de m'en sortir. C'est pour ça que je joue au « Millionnaire » ou au « tac au tac. » Comme ça si je pouvais gagner un million, ça m'arrangerait. [...] Mais si, mais que faire ? Travailler, moi, je veux bien, mais je suis malade.* »

Ces moments où apparemment rien ne se passe sont essentiels. Ils amènent chacun à écouter les autres, ce qui est une façon de moins s'écouter soi-même et d'agir plus. Apparemment anodins, ils sont souvent corrosifs pour l'individualisme des « *gens qui s'isolent [et qui] désapprennent les procédures du collectif.* » « *Quand ils reviennent* » dit l'animatrice « *ils ne savent plus, parlent perso et s'en prennent plein la gueule. Il faut du temps pour recomprendre le collectif, pour sortir du 'J'en ai pas besoin, c'est pour les autres'.* » La logique du tout-venant contient par conséquent une part de mise à l'épreuve qui conduit les personnes à se couler dans les règles d'un échange. Le groupe n'est jamais mis en opposition à une personne ; il est contrôlé. Il produit une réciprocité généralisée puisque chacun est traité de façon équivalente et indifférenciée. Les relations servent de miroir au sens où chacun se renforce au travers des

échanges avec les autres, à la fois en perçant son isolement, en relativisant sa propre situation et en redevenant quelqu'un qui a aussi quelque chose à dire.

Témoignage : « *J'ai pu reprendre petit à petit confiance en moi. J'étais contente de voir que je valais encore quelque chose, que je n'avais pas perdu toutes ses capacités. Parce qu'à force de vous proposer ménages, jardinage... ou rien, on doute de tout, on ne sait plus si on a toujours ses compétences, y compris dans le regard de l'autre. Ça m'a donné la pêche et je vois davantage en positif. Ce n'est pas l'ANPE qui m'a proposé les démarches, c'est moi qui les ai faites à partir de ce passage au Relais. [...]* Une personne qui n'a pas cette chance là, la force de caractère pour réagir, ne peut pas trouver le punch de se battre. Mais c'est difficile de faire admettre aux gens que prendre des risques dans la vie c'est montrer ses capacités. Avec l'âge, j'avais moins la pêche qu'avant pour remonter des projets, ça fait plusieurs années que je stagne. Mais retrouver des réseaux, voir qu'on est encore compétente... oui le contact avec F. [animatrice du Relais] en est pour quelque chose. Avant je doutais de tout cela. Mais là les réseaux ont fonctionné, j'ai pu rencontrer tous ceux qui m'aident aujourd'hui lors des soirées 'Lire en Fête'. Je suis certaine que ma rencontre avec F. est à l'origine de ma 'remise en capacité', comme vous dites justement, même si cette première rencontre a été courte. F. fonctionne comme un miroir, elle vous renvoie ce qui est pas mal chez chacun et qu'on arrive plus à voir. »

Bien d'autres fois, les rencontres permettent de donner des conseils, de glisser une information, de faire des rappels. Une multitude d'informations circulent dont certaines sont reprises ensuite. Ainsi, parlant un jour d'une personne avec l'animatrice, celle-ci nous apprend qu'il lui a été important de savoir par exemple que « *son dentiste l'a « engueulée » ... car elle n'avait pas dit qu'elle n'avait pas de mutuelle et que cette engueulade avait causé une rechute du moral. Sauf que cette situation m'a permis de faire un point administratif avec elle et de lui expliquer qu'avec la complémentaire CMU elle pourra engager les soins sans avance d'argent... parler de ça lui a permis de comprendre qu'elle n'était pas rien, qu'elle avait des droits et que le groupe trouvait important qu'elle les aient.* »

Le *Relais* a aussi ses moments de tension. Il y a parfois des poussées d'émotion lorsque quelqu'un « *déballe tout, des choses très lourdes.* » L'animatrice qui sait se faire oublier est aussitôt là. Il est possible de la rencontrer individuellement, mais le groupe sert aussi de déversoir. Ces moments sont importants pour la structuration du mode d'interaction qui caractérise le *Relais*. Au-delà de la compassion que suscite généralement ce type de situation, et sur laquelle l'animatrice juge stérile de s'arrêter, les échanges se déroulent généralement de façon à ce que chacun passe du ressenti à l'analyse. C'est le but. Ainsi, autour de l'animatrice les présents en viennent à discuter des solutions et aide la personne à se projeter. Cette assidue du *Relais* a une sclérose en plaque et se déplace appareillée. Elle vit aussi sous curatelle. Pour elle, il n'existe pas d'autres structures dans le quartier qui ont ce rôle d'accueil et

de réconfort, mais aussi de coups de mains, qui « *aident et redonnent le moral.* » Pour elle, « *beaucoup sinon tous y vont pour cela [...] Tu arrives en pleurant, tu repars en souriant [...]* C'est beaucoup, mais si peu parfois. Car cela n'évite pas les pires des naufrages parfois, comme ce voisin qui venait, mais qui, menacé d'expulsion, s'est laissé mourir plutôt que de chercher ici une solution pour éteindre ses dettes. »

Le mode d'interaction développé au *Relais de voisinage* oscille entre l'âpreté qui remet face aux autres, la compassion ou le réconfort qui donnent une image de solidarité, et la réflexion collective qui vise à rendre actif ou combatif. Il semble pour une large part inspiré de « l'analyse transactionnelle » que connaît bien l'animatrice, dont le but est d'aider les individus à prendre conscience de ce qui se joue ici et maintenant dans les relations entre deux personnes et dans le groupe. Ainsi, en passant de longs moments au *Relais*, nous avons vu comment les échanges étaient orientés par l'animatrice, comme par d'autres participants, sur les « méconnaissances » de soi, des autres et des situations évoquées, mais aussi sur les « passivités », c'est-à-dire les façons de faire pour ne pas arriver à ce que l'on cherche, de façon à modifier les représentations ou les certitudes qui sont à la base du scénario de vie que les personnes s'attribuent. Au *Relais*, le collectif apparaît donc comme une « transaction » au sens psychologique du terme, dans la mesure où le mode dominant de relations vise à ce que les demandes des personnes soient en congruence avec la réalité présente. Il s'agit de rendre celles et ceux qui viennent au *Relais* réalistes, mais optimistes, et entreprenants⁹.

Témoignages : « *On peut avoir accès à ce qu'on demande [...] c'est-à-dire d'entrer en contact avec tout le monde dans une relation de confiance. Au début on a besoin d'être aidés pour avoir une meilleure écoute. Et plus on a une meilleure écoute, plus on a confiance en nous et dans les structures. [...] c'est pour ça que l'isolement des personnes ne favorise pas les choses et la personnalité des personnes.* »

« *Chacun a intérêt à s'adresser aux autres parce qu'on vit des situations analogues. A partir de là, faut relativiser son malheur car ça sert à rien de se morfondre ! Faut plutôt retrouver l'envie, écouter les autres, et repartir de l'avant par rapport à ses problèmes.* »

Ce mode d'interaction s'ancre donc en partie dans un rapport d'autorité dans la mesure où il gravite autour de l'animatrice, même si le *Relais* a ses piliers. L'animatrice est l'âme du *Relais*. C'est elle qui imprime des règles de conduite pour atteindre la proximité nécessaire à l'échange. L'usage systématique du prénom pour se parler en fait partie, comme le recours tant que possible à l'humour et l'évitement de tout propos pouvant être compris comme une remontrance. La dentelle de ce mode d'interaction demande beaucoup de temps et d'énergie. Les interactions reposent étroitement sur trois ressources que l'animatrice alimente sans cesse

⁹ En psychologie, on dirait qu'il s'agit d'aider les personnes à retrouver un « Etat de moi » caractéristique d'un adulte, c'est-à-dire un système de pensées, d'émotions et de comportements associés, qui les aident à face aux difficultés de la vie (Berne, 2006).

: la sollicitude, soit une attention soutenue, affectueuse et prévenante ; la compréhension (sans empathie) de la situation d'autrui ; la possibilité de l'analyser dans le groupe.

A observer les échanges entre les uns et les autres, avec F. en discrète maîtresse de maison, ce fonctionnement collectif a quelque chose de « paroissial ». Cela est dû à la façon dont l'animatrice investit son rôle, pourtant de la façon la plus laïque qu'il soit. Elle n'est évidemment pas chargée du soin des âmes¹⁰ ; néanmoins, elle veille au bien-être des personnes en cherchant à se fondre dans le groupe, comme le prêtre modérateur partage la responsabilité avec les laïcs. L'appartement est son outil de travail. L'essentiel des transactions s'opèrent là. Elle l'utilise pour mettre en œuvre des tactiques au service de sa pratique. L'exemple suivant mérite d'être raconté ; en plus nous sommes nous-mêmes « tomber le panneau » !

Passant une nouvelle fois au *Relais* et constatant ce matin là un état inhabituel de saleté, nous lançons amicalement à F. « *que la prochaine fois on amènera des verres propres et un balai !* » A notre surprise, celle-ci nous répond « *C'est ma mise en scène !* » Elle nous explique alors qu'elle a choisi de faire (mal) le ménage elle-même, afin que ce soit l'occasion de valoriser les savoir-faire aussi par des aspects domestiques : « *Le jeu consiste à amener les personnes à signaler qu'il y a du laisser-aller dans le ménage du Relais de voisinage, à partir de quoi il devient possible de les remettre en selle par rapport à leurs propres pratiques.* » Rien de tel ne serait possible, si le ménage était confié à une personne extérieure. Il lui fallut l'expliquer à la tutelle ; elle aussi étonnée, mais néanmoins économe. Cette tactique, comme d'autres, sert à créer des situations censées valoriser des personnes et à modifier les comportements.

Témoignages, de gratitude : « *Le lien avec elle ?... Là on touche l'affectif. On est rassurés... on a besoin de ça, et d'être écoutés par une personne que l'on connaît. Ce n'est pas comme avec une AS qui change souvent et qui est là pour des trucs précis.... Là, on n'a pas le même rapport quand on est autour d'une table avec un café et pourtant ça nous aide à y voir plus clair à se sentir plus capable... c'est la proximité et la confiance.* »

« *Pour travailler comme ça, faut pas compter ses heures ! Faut être attentif à tout, tendre des perches, tout ça. Ailleurs c'est différent, les AS elles proposent et insistent pour qu'on entre dedans. Là on est mis devant nos responsabilités et vu que ça paraît plus simple alors on se met à bouger.* »

« *Elle [l'animatrice] fait son travail, mais ça on ne le voit pas, c'est tellement différent d'ailleurs. Elle, elle rayonne, elle vous apporte une envie de se prendre en main. Moi j'y vais pour cela [...]. Le collectif il est ailleurs que dans des activités précises, c'est dans l'ambiance créée à l'appartement où on arrive à se sentir proches et à se libérer peu à peu, c'est ça qui est utile. C'est pour ça que je viens.* »

¹⁰ Le *curratus animarum* qui étymologiquement définit le curé.

1.2. Contrepoint critique sur les modes d'interaction produits.

Avant de poursuivre la présentation des structures, il est important de ne pas donner l'impression que les choses sont faciles pour autant. Aussi apportons-nous aussitôt un contrepoint pour montrer en quoi les modes d'interaction décrits ici ne conviennent pas nécessairement, et peuvent parfois créer une non participation lorsque les personnes ne donnent pas suite ou abandonnent rapidement après une tentative. C'est vrai au *Relais* comme ailleurs. Les raisons de la non participation sont à coup sûr nombreuses. Nous n'avons pas cherché à toutes les identifier. Déjà parce qu'il n'a pas été facile de retrouver des non participants, mais surtout parce que ce qui nous intéresse principalement est de montrer, à travers plusieurs témoignages, les critiques adressées aux modes d'interactions que nous continuerons de découvrir ensuite. Les témoignages recueillis, s'ils concernent en particulier le *Relais* et *Arc en ciel*, permettent d'entrevoir les obstacles inhérents aux modes d'interactions recherchés.

Cet extrait apporte une première piste sur l'épreuve psychologique que représente la participation au groupe : « *Il y a certainement une tranche de la population qui reste dans la consommation ou dans l'assistanat, et qui n'a pas envie de rentrer dans un autre système.* » Pas envie ou pas les capacités ? : « *Cela vient des personnalités, des passés, de la peur de l'autre, de l'isolement.* » Et d'ajouter : « *Je ne crois pas au 'pas de possibilité', s'ils ne viennent pas c'est qu'ils ne veulent pas bouger, pas changer. Certains ont des troubles psychiques importants, des addictions graves parfois. Et des gens malades n'ont pas envie de s'exposer. En revanche ceux qui sont vraiment isolés socialement, s'ils y viennent, ils viendront longtemps pour chercher leurs points de repère. Et puis après il y aura d'autres intérêts à venir. Mais il faut bien qu'ils se créent d'abord un réseau.* »

La non participation peut aussi être liée au premier regard porté sur les structures. Que l'image retenue soit juste ou pas, elle peut parfois avoir un effet dissuasif. Par exemple, affiché, malgré tout, comme un lieu d'écoute du « *mal vivre* » et de réconfort, le *Relais* en a rebuté qui considèrent qu'il a été créé « *pour des gens qui ne vont pas bien, qui ont des problèmes* » et qui associent du coup le *Relais* à un Centre social. Quelques non participants nous disent que « *ce ne doit pas être des institutions en plus.* »

Partant cette fois-ci d'*Arc en ciel*, une association que nous allons présenter juste après, nous comprenons que la non participation vient aussi du fait que pour d'autres personnes l'offre proposée ne constitue pas une solution crédible aux problèmes qui les taraudent : « *Moi venir dans ces groupes là, je veux bien, mais j'ai tellement de problèmes que je veux pas y aller pour faire comme les autres, parler de ci de ça. Parler de moi sans parler de mes problèmes c'est impossible, alors à quoi ça me servirait, ça va pas m'aider. [...]* Moi je peux pas oublier mes

problèmes et ces structures, je sais comme elles font, c'est bien de discuter, de partager un repas tout ça, mais les gens qui y vont c'est pour oublier leurs problèmes et moi je peux pas, ... j'irai si on m'apporte des solutions. [...] Les AS j'en ai vues des tas, aujourd'hui j'y vais plus. [...] Je veux bien qu'Arc en Ciel ou le Relais ils vous aident à mieux vous sentir, mais au final quoi ? C'est pas eux qui vont me sortir de mon merdier et personne d'ailleurs. »

D'autres témoignages indiquent que la non participation provient parfois d'un sentiment d'inutilité, lorsque les structures ne paraissent pas suffisamment actives ou organisées pour améliorer directement les conditions matérielles de vie et s'engager sur un plan plus politique : « *Moi je vois pas où c'est un « collectif », parce qu'un collectif il va avoir une action après pour essayer de sortir les gens de la mouise. [...] C'est peut-être vrai comme vous dites ailleurs, mais moi j'habite Villeneuve et je connais pas « Stop Misère ! ». En tout cas, j'ai vite compris que ça [Arc en Ciel] fonctionnait pour réunir des gens qui se sentent seuls, c'est bien, je suis pas contre au contraire, mais j'y serai allé si derrière ça portait une parole des gens de la Villeneuve sur les problèmes qu'on rencontre tous, et pas que par rapport au quartier, mais là y'a rien. [...] Je veux bien participer mais il faut que ça serve à quelque chose, sinon moi des emmerdes j'en ai, pas besoin d'aller en chercher des nouveaux, même si je suis d'accord pour dire que ça sert à sortir les gens de chez eux, de les remettre quelque part. [...] Oui je connais la CSF, y font du travail sur le quartier avec les écoles, les habitants. J'y vais pas non plus, mais quitte à participer c'est plutôt là que j'irais car y' a un objectif, c'est pour ça que, oui, c'est un collectif. »* Et de poursuivre : « *Les débats c'est bien, il en faut, mais bon ça permet pas de parler vraiment des problèmes, ... ou de façon générale, 'La place de la femme dans le quartier', tout ça c'est intéressant, mais après on retourne chez soi et on passe à autre chose le coup d'après. [...] Que ça aide des gens pour eux-mêmes, je suis d'accord, mais j'ai pas bien vu les effets ! [...] Si je reprends sur la place des femmes, ça a permis de parler des femmes voilées de plus en plus ? Il y a des vraies questions à soulever, mais c'est pas présenté comme ça. [...] Oui, c'est ça, si je voyais mieux l'enjeu pour le quartier, c'est bien possible que j'irai. Je dis ça, mais bon ... ! »* Un autre témoignage montre une déception : « *Je suis allé à une AG d'Arc en ciel, un voisin m'avait emmené avec lui. Je connaissais pas. J'ai eu l'impression qu'ils ne parlaient que de bouffe ! Tout ça c'est bien, mais bon ... On m'a dit que ce n'était pas un restaurant, et que ça permettait à des gens de se rencontrer pour se sentir plus proches des autres, et que c'est essentiel. Je suis d'accord avec ça, si on se recroqueville devant sa télé, c'est sûr qu'on disparaît sur tout et qu'on n'est rien du tout. [...] Si je ne suis pas retourné là-bas, c'est parce que moi je pensais que l'association elle permettrait de parler de ce qui se passe sur le quartier, pour qu'on améliore des choses. Je l'ai bien vu à l'AG, y'avait des élus de la Ville et du Conseil général même, mais rien n'a été dit de tout ça. Alors bon, j'ai pas vu à quoi ça pouvait servir. »*

Enfin, une critique adressée à la « bureaucratie associative » qui guette parfois ces structures (Ion, 2005) indique que les modes d'interaction ont tout intérêt à éviter des hiérarchies implicites

s'ils visent aussi à faciliter une implication forte et le renouvellement du noyau le plus actif :
« *C'est dur d'entrer à Arc en ciel. Chacun tire la couverture. On n'arrive pas à en faire rentrer d'autres [dans les instances : conseil d'administration et bureau]. Je ne resterai probablement pas, on tourne en rond. On a recommencé les plannings, trop de personne s'en occupe, plus personne ne fait rien. [...] Je l'ai un peu là. Il y a eu une réunion chez quelqu'un, pas au local, alors moi j'ai pas pu y aller. Faut se battre pour donner son point de vue. Et ça, ça arrive. Oui, c'est un sentiment d'exclusion, comme quoi je suis partagée. »*

Au total, les modes d'interaction qui caractérisent ces structures peuvent disconvenir pour plusieurs raisons, qui tiennent tantôt à leur exigence relationnelle et à l'image appauvrissante qui leur est parfois liée, tantôt à l'absence de propositions de solutions matérielles concrètes, à l'absence d'engagement politique, ou encore à des fonctionnements internes sélectifs. Nous allons retrouver ces obstacles par la suite.

1.3. Favoriser le partage.

Avec *Arc en ciel*, nous sommes sur le mode de « *la toile d'araignée*. » Les personnes viennent parce qu'un participant les informe des activités de cette association créée il y a cinq ans suite à la dissolution d'une autre (Association France/Maghreb) après des problèmes de gestion. Fonctionnant autour de repas partagés, de soirées débats et de sorties de groupe, le groupe des participants se construit principalement par le bouche à oreille. Aucun profil de participant n'est défini, ni recherché en particulier (« *vient qui veut* »). Mais la structure fonctionne sur la base d'adhésions avec une cotisation annuelle très modique et procède néanmoins par ciblage. Plus de 70 adhérents participent régulièrement aux activités, mais les repas collectifs pourraient réunir jusqu'à 200 personnes si la place ne manquait pas. Il s'agit d'attirer le plus possible des personnes qui vivent repliées sur elles-mêmes, sans relation dans le quartier et probablement au-delà. « *C'est une bonne stratégie que de s'ouvrir sans cesse à de nouvelles personnes, car on ne peut pas laisser les gens comme ça. Les conditions s'aggravent, on ne peut pas les exclure des repas. Faut faire de tout, des repas partagés où chacun apporte, des repas à thèmes, des repas préparés par des gens de l'association. C'est pas les mêmes publics. Les repas partagés c'est le bouche à oreille, on vient pour voir ce que c'est, pour passer un moment convivial, c'est là où on rencontre de nouvelles personnes et que l'on fait en sorte qu'ils reviennent. Les repas à thèmes, le soir ou le week-end, c'est les militants, les plus impliqués dans l'association. Les repas préparés c'est plus les professionnels, les associatifs, les militants, c'est plus classe moyenne au chômage, tandis que les repas partagés c'est plus les gens isolés. C'est sûr que pour les repas préparés, il y a aussi des gens qui en profitent pour discuter de leurs problèmes avec les professionnels et parfois les élus.* » Dans certains cas, l'association s'efforce d'inviter certains habitants en particulier, après avoir appris leurs difficultés. Pour cela, les participants les plus assidus – dont beaucoup sont membres du conseil d'administration – n'hésitent pas à aborder des personnes pour leur présenter *Arc en*

ciel et les inciter à participer à un prochain repas collectif. « *On a tiré les M. aux repas partagés après le drame [plusieurs victimes d'une fusillade dans le quartier, dont la presse nationale s'est faite l'écho], et les repas partagés ça a marché, car les M. ont drainé beaucoup de gens. Ils connaissent du monde dans le quartier. Ça avait chanté, c'était sympa.* »

Dans ce fonctionnement général, les repas partagés servent d'amorce. Ils se situent entre le passage (certains viennent pour déjeuner et repartent, sans chercher le contact) et le premier accueil (d'autres prennent davantage de temps et sont abordés par les animateurs et les membres anciens). On ne manque pas de valoriser le fait que la personne soit venue et de lui dire qu'elle peut, elle aussi, participer de façon concrète à la préparation et à la réalisation des activités. « *Il ne faut pas que ce soit de la consommation simplement, mais qu'il y ait un effet de je donne quelque chose moi aussi.* » Le cadre du repas collectif sert à chaque fois d'illustration, puisque le nouveau venu ne manquera pas de savoir qui a fait les achats, qui d'autre a préparé le repas ou est en train de servir ou de faire la plonge, et au-delà qui sont les autres personnes présentes. L'accueil sert également à présenter les autres activités (des « flyers » sur le programme à venir sont toujours disponibles) et à expliquer que la structure fonctionne grâce à la présence active de chacun. Ces échanges visent à donner les clés pour entrer activement dans l'association, le mot d'ordre étant : « *participer c'est recevoir.* » Comme au *Relais de voisinage*, les nouveaux venus sont donc invités à devenir des acteurs de la structure.

Témoignages : « *Je suis venue par curiosité d'abord. J'étais poussé par ma voisine et son mari qui s'occupe beaucoup d'Arc en ciel. Et puis ça me faisait sortir de chez moi. J'avais pas le courage avec mes problèmes de santé. Je ne sortais pas, le marché, Carrefour, c'est tout. Et ça m'a donné envie, je me suis sentie bien, j'ai vu que j'avais ma place. [...] C'est-à-dire que je pouvais échanger quoi, parler de moi, de ce que je pense, être intéressante pour d'autres. Et puis il y a eu ces sorties, le cinéma, le musée, ... la ferme aux crocodiles, le Jardin botanique... tout ça je ne connaissais pas, jamais j'avais été au cinéma. [...] Oui, j'ai eu le sentiment de découvrir plein de choses... ça fait du bien.* »

« *Si on m'avait pas tirée de chez moi, je serais pas venue ; c'est sûr. Je connaissais les autres juste de vue, et maintenant c'est des amis. [...] Mon mari il ne sort jamais, c'est un ancien militaire de carrière, 2 ou 3 copains c'est tout. Maintenant ma fille elle vient à Arc en ciel, depuis son accouchement. Elle est venue habiter ici. On vient ensemble quand on peut, ça nous fait sortir toutes les deux. Moi pas quand il fait froid, j'ai de la polyarthrite.* »

« *Ce sont des voisins très proches et par eux je suis venue. Alors pourquoi pas s'occuper d'Arc en ciel. On m'a proposé, j'y suis allée. C'est pas la seule association, depuis je m'en occupe de deux autres. J'ai du temps malgré tout, le travail et mes problèmes de santé. Je suis venue car j'étais d'accord avec les principes. Et puis ici faut être actif sinon le quartier il plonge.* »

« Je venais d'un autre quartier, mais mon logement a brûlé et j'ai été relogée à la Villeneuve sans connaître le quartier. Je ne parlais à personne, et puis j'ai rejoint des femmes qui discutaient sur les bancs. J'avais le chien à promener, alors ça a aidé. C'est là que j'ai rencontré Madame V. et puis les M. avant le drame. Ça c'est fait comme cela. Petit à petit. Maintenant je n'irai pas habiter ailleurs. C'est Madame V. qui m'a fait découvrir le quartier et puis Arc en ciel. Je ne travaillais pas, alors je suis venue, aussi avec une personne âgée que je connais bien, je lui ai dit de venir et elle vient. »

La logique de production du collectif est de type « situationniste » : le but affiché est de sortir des personnes d'un isolement aliénant leurs capacités, en leur proposant de participer à une « ambiance unitaire », c'est-à-dire à un ensemble d'activités concourant à la construction d'un mode d'interaction fondé sur le partage de cultures (à travers la découverte de spécialités culinaires), d'histoires personnelles (lors des débats à thèmes) et d'émotions (au cours de sorties collectives). Elle repose sur un « principe autogestionnaire » puisque ce sont les présents qui décident ensemble du programme d'activités, dans le but permanent de produire des interactions qui permettent à chacun d'être reconnu tel qu'il est. Parlant d'ambiance, il faut signaler la cordialité ou l'amitié dans les relations, et la capacité collective à conserver une bonne humeur même lorsque les discussions abordent des sujets graves. A l'évidence, cette ambiance de groupe crée une envie de participer, au point qu'il devient parfois impossible de s'en passer. Ainsi, avons-nous relevé une « forme d'addiction au groupe » que l'on serait tenté d'interpréter comme une compensation relationnelle et affective ; certaines personnes – essentiellement des femmes – parlant du groupe comme de leur « famille ».

Témoignages : *« On est bien à Arc en ciel, on discute, on s'amuse ! on parle de tout, ça permet de s'exprimer. On parle comme si on était en famille... bien plus que si on était à la maison. C'est émouvant parfois... et ça reconforte. [...] C'est important de parler de soi, ça montre qu'on n'est pas seul. On est soudé comme une famille je vous dis. »*

« C'est ma deuxième famille, ma fille étant partie, je serai seule sans ça. Je ne renoncerai jamais à lâcher, j'y tiens beaucoup. Je considère A. comme mon frère et F. comme une amie. Mettre tout le monde dans le même bateau, on y trouve un bien être collectif. Ça donne du baume au cœur. [...] Tous ces petits trucs font de grandes choses, on apporte et on reçoit. »

« Y'aurait plus Arc en ciel... ça serait triste. [...] je perdrais beaucoup en... comment dire... en joie de vivre, en plaisir d'être ici quoi. »

Rien de mieux que des anicroches pour révéler l'attachement au groupe. Par exemple : *« Mais ce n'est pas sans désillusion parfois. Quand j'ai été hospitalisée, ils le savaient, et on ne m'a pas tenue au courant de l'association, j'ai pas aimé alors que je suis active, je crois. Du coup, je me suis demandée si j'étais utile ! »* Pour autant, le plaisir d'être avec d'autres – parfois mieux

que chez soi – ne supplée pas les fonctions de solidarité attribuées généralement à celle-ci. Aussi, parler d'*Arc en ciel* comme d'une famille (et plus particulièrement comme d'une « *seconde famille* ») est-elle essentiellement une façon de signaler avec plaisir le bien être psychologique que l'association procure, sans que celle-ci ne constitue une possibilité de recours en cas de nécessité : « *Non, si j'avais un problème je ne demanderais pas d'aide, car Arc en ciel c'est une aide morale quand on n'a pas le moral. C'est des paroles de réconfort. Sur le plan matériel, j'irais voir personne, c'est pas mon truc. J'en parlerais à mes copines [certaines d'Arc en ciel, mais pas au collectif], je n'irais pas voir les AS. Mieux vaut laisser la place aux autres, et c'est même dur d'être aidée par les AS. Moi, elles m'ont pas aidé, au contraire.* » D'autres discussions montrent également qu'au-delà les rencontres à *Arc en Ciel*, les personnes se reçoivent rarement à leur domicile. Parfois les échanges se poursuivent ailleurs parce que des liens d'amitié sont créés, mais en général « *en dehors on ne se voit pas* », comme le dit cette femme très active dans l'association comme dans d'autres, qui précise : « *Les autres aussi je crois. Tout ça c'est à Arc en ciel, pas ailleurs. C'est pour éviter les commérages, car là ce serait foutu.* » La socialité, ou cette capacité à former des liens sociaux dont nous parlions au début, a donc des limites. Des limites qui peuvent provenir, comme ici, de l'intention de préserver une ambiance unitaire qui malgré la sincérité des échanges peut paraître fragile.

Le mode de relation ainsi développé repose donc sur une réciprocité équilibrée fondée sur le partage entre participants¹¹. Chacun sait qu'en venant il doit entrer dans la vie de l'association. Il n'y a pas de possibilité de rester en retrait. C'est la seule condition. Les activités proposées n'ont toutefois pas le même niveau d'exigence en terme d'implication. Les repas collectifs, ou même les sorties en groupe, sont plus faciles d'accès que les débats. On le voit, les repas attirent nettement plus de monde parce que leur exigence en termes d'expressions individuelles et collectives peut être plus légère pour qui le veut ainsi. Cependant, quelle que soit la forme de la participation et le degré d'implication, les effets sur les personnes sont toujours éminemment psychologiques. Repas, sorties ou débats sont valorisés pour le bien être psychologique qu'ils produisent. Entre « *le moral regonflé* » lors d'un repas et « *la thérapie de groupe* » produite par les débats à thèmes, les personnes régénèrent leur capital confiance. Le mode du partage constitue par conséquent un bien commun, parce que chacun en perçoit l'importance pour lui-même.

Témoignages : « *Les repas, on mange bien, ça sent bon, il y a plein de choses différentes. Les gens ils sortent de là avec le moral regonflé.* »

« *Ça a un effet sur la confiance. C'est un groupe de parole. On s'exprime sur sa vie, ses moments forts. Ça fait sortir de sa timidité, c'est une thérapie de groupe. C'est pour ça que*

¹¹ Vu la faiblesse des ressources de l'association (environ 1000 à 1200 € de subventions annuelles entre la Ville et le Conseil général, plus le prêt d'un local), quelques-uns mettent de leur poche. Sur ce plan, les rapports ne sont plus équilibrés, mais ces donateurs tiennent avant tout à la discrétion.

j'abandonnerai les autres associations, mais pas celle là. Parler de soi, ça redonne confiance en soi, ça c'est évident. J'ai abandonné l'Union de quartier, j'étais membre pendant 3,4 ans, car c'était trop politique.»

« Quand on a les soirées débats on a confiance, on se reconnaît dans les autres, c'est ça. [...] On n'a pas les mêmes cultures, les mêmes histoires, et pourtant on a l'impression de vivre pareil. Les histoires sont pas pareilles, y'en a qui viennent de loin, comme moi, qui ont eu des vies incroyables. Et là on en parle. C'est ça qui crée des liens. [...] Moi ça me donne une force [...], ça veut dire que ça me rend plus joyeuse ou plus triste mais qu'il faut jamais pleurer sur soi, on n'est pas seul dans ses misères. »

« Moi ça m'aide à me resituer, à savoir que j'existe, ça me donne aussi envie de me battre parce que je sais que j'ai cet endroit ... qui me comprend. »

« Je suis venue à des repas et puis de fil en aiguille aux débats. Ça a été un choix vis-à-vis de moi-même car je m'enfermais. Il fallait que je m'ouvre aux gens, pour prendre confiance et puis aussi m'engager dans le quartier. »

« On a fait des sorties à Marseille, à la mer, à la ferme aux crocodiles.... Et ça chantait dans le car et le pique-nique, on s'est bien amusé. C'est joyeux et ça fait du bien ça. »

De part son origine (ancienne Association France/Maghreb), la diversité des appartenances sociales et communautaires est fortement recherchée : *« L'orgueil d'Arc en ciel c'est de rassembler des musulmans, des catholiques, même des juifs, ... ou des rien du tout. Il y a des Français/Français, des Libanais, des Marocains, Algériens, même de plus loin, du VietNam, d'ailleurs encore.»* Mais tout prosélytisme religieux est formellement interdit. On ne transige pas sur ce plan, car, comme le dit ce couple, *« on perdrait cette richesse du mélange. »* Et de préciser : *« Une association comme celle là elle est essentielle car elle crée le mélange et la reconnaissance entre des gens différents, musulmans, français, autres... et elle le montre quand les gens se reconnaissent dans la rue. Ça crée une ambiance de quartier qui fait que c'est moins tendu qu'ailleurs, alors que les gens ont probablement les mêmes difficultés.»* Le mélange des origines et des différences se présente ainsi comme la marque de cette association qui œuvre pour éviter tant que possible la construction d'entre soi, sur une base communautaire ou religieuse, ou autre. *« Il y a beaucoup de solidarité dans la communauté maghrébine, c'est vrai, mais là c'est pas la même chose. On est différents, les maghrébins, les libanais, des français, une vietnamienne, des juifs, tout ça ! Du coup on parle de choses que les autres ne connaissent pas, on s'apporte plus d'une certaine façon... c'est plus nouveau, j'ai envie de dire ... plus libre car on sort de ce qu'on connaît d'habitude. [...] on est reconnu, on demande des nouvelles.»* Aussi, nous présente-t-on comme une sorte de passe-droit le fait que de vieux Maghrébins viennent parfois l'après-midi au local, aux heures creuses, pour une partie

de cartes et bavarder. Mais ce sont, eux aussi, des voisins et leur refuser cette faveur pourrait les isoler un peu plus. Et puisque leurs épouses ne sont pas en reste, l'équilibre est sauf. L'essentiel étant que les uns et les autres se mêlent par ailleurs au reste des participants.

Arc en ciel est aussi une passerelle entre les habitants et les intervenants sociaux, établissements scolaires, commerçants du quartier, élus. Si certains peuvent régler directement leurs problèmes personnels, tant mieux ; mais cela n'est jamais mis en avant et reste dans l'ordre des relations privées. L'association ne veut pas apparaître comme un lieu de passe-droits. En revanche, elle se présente comme un lieu ressources pour les professionnels, sans que ce croisement avec les institutions ne pose de problème. Pour les professionnels, comme cette responsable au Centre social, l'association « *sert un peu de thermomètre. On prend un peu la température du quartier. On rencontre aussi d'autres acteurs du quartier, et ça permet d'échanger des informations. Les discussions avec les habitants c'est plus rare, mais ça arrive aussi surtout quand ils veulent nous signaler une difficulté. [...] Certains viennent exprès au repas pour cela, c'est pourquoi je suis très attentive à ce qu'ils me disent dans ces moments. Il arrive d'ailleurs que ce ne soit pas pour eux, mais pour signaler le problème d'un autre. Venant de certaines personnes je vérifie toujours, car si elles font cette démarche ce n'est pas pour rien.* » Les repas préparés sont des moments importants pour des échanges tous azimuts ; c'est ce qui fait leur succès, du monde devant même être refusé. Fonctionnant comme des espaces ouverts, ils facilitent un suivi informel du quartier et servent parfois à réguler discrètement des situations.

1.4. Eviter le groupe.

Avec *Kiap*, le cas de figure est encore différent. Le risque de consommation est plus élevé, d'autant que cette association créée autour d'une activité sportive propose aujourd'hui une offre assez large d'activités en accès libre, ce qui peut favoriser des fréquentations erratiques et un certain nomadisme. Pour l'animateur, professeur de Taekwondo et éducateur, salarié contractuel de la Ville, le principal risque de consommation réside plutôt dans l'appropriation des locaux en dehors des temps d'activité et hors sa présence. *Kiap* n'a pas été à l'abri de demandes répétées et insistantes de la part de jeunes du quartier désireux d'avoir un local à leur disposition. Dotée d'un local de convivialité au cœur du quartier, baptisé « *Cosmopolite* » pour revendiquer la diversité, le mélange et l'ouverture, et d'un accès aux équipements sportifs de proximité, l'association était vouée à rencontrer cette question dès lors que son activité phare accueille principalement des adolescents et de jeunes adultes. Le refus a toujours été catégorique, car une telle concession aurait pour effet d'accroître la ségrégation au cœur du quartier.

Or à travers l'apprentissage de cet art martial, la raison sociale de cette association lancée en 1993 et soutenue par des dispositifs de la politique de la Ville est de « *permettre à des jeunes, par la pratique sportive comme celle des arts martiaux de trouver leur équilibre et de faire l'apprentissage du respect des lieux et des personnes tout en élargissant leurs horizons* »¹². De façon plus prosaïque, un responsable de l'association dresse la situation : « *Le repli c'est un fait. Les jeunes ne font confiance à personne, d'où leur difficulté à sortir et leur tendance à se constituer en groupe. Ils craignent tellement d'être bananés, ils ne croient plus à ce qu'on leur propose, aller à la mission locale, entrer dans des parcours..., ils n'y croient plus.* » Aussi, est-ce pour contrer la tentation d'appropriation par certains d'un espace public et la constitution possible de clans que l'animateur, soutenu par un Conseil d'administration actif, s'efforce de diversifier l'offre pour ne pas donner prise. Le renouvellement et l'ouverture préviennent ce danger, conclut sur ce point le père d'un jeune adhérent : « *La diversité des activités provient beaucoup des habitants, qui lancent des idées, font part de leurs besoins. [...] Il faut contrer la tentation d'appropriation.* » Et d'expliquer : « *C'est la nécessité d'éviter le lieu clos, réservé à certains. Ce n'est pas une aide que de tout concentrer sur les jeunes, il faut au contraire élargir les publics, diversifier pour les mettre dans la collectivité du quartier et au-delà.* » Dans ce sens, beaucoup de choses sont faites ; non sans difficultés, en particulier dès qu'il s'agit d'administrer des projets. Il s'agit déjà, à travers des rencontres sportives développées à côté des cours de Taekwondo, de mêler les jeunes à d'autres de la Villeneuve ou des quartiers voisins, et même de communes huppées de l'agglomération. Mais le mélange des âges et des sexes compte aussi. C'est pourquoi l'association s'est récemment ouverte à des activités dites de bien-être, qui s'adressent en particulier aux femmes et aux jeunes filles. Au-delà de ce fonctionnement par activités, non négligeable non plus pour son aspect lucratif (plus de 4 000 euros d'adhésions pour 130 adhérents en 2008/2009, soit 7% des recettes), un travail éducatif permanent est fait en direction des jeunes que la structure parvient à attirer (ce qui ne veut pas dire forcément participer à ses activités). A partir de l'organisation d'un mode d'interaction qui ne prétend pas – loin s'en faut – intervenir sur l'essentiel (ségrégation par rapport à l'école, à l'emploi, au logement, aux loisirs, aux modes de consommation), le but de *Kiap* est d'aider chacun à ordonner ses opinions et ses comportements. L'écoute et la discussion sont alors essentielles. L'attention portée à la parole des jeunes par l'animateur/éducateur, et parfois par leurs compères, doit les amener à réfléchir par eux-mêmes sur leurs conditions d'existence. Tout sujet se prête alors à cet apprentissage, surtout dès qu'apparaissent des questions identitaires.

Ce mode de production du collectif est proche de la « maïeutique. » Il s'agit de faciliter le passage d'une « conscience soumise » (fatalisme, résignation, sentiment de rejet) à une « conscience critique » (passage du perçu à l'analyse, recherche de nouvelles relations interpersonnelles et de nouveaux rapports sociaux, et au final volonté de déterminer son propre devenir) (Humbert, 1976). Le travail de l'animateur/éducateur consiste alors à changer « *l'état*

¹² Déclaration de la raison sociale de l'association *Kiap* à la Préfecture de l'Isère (Journal officiel de la République Française, 20 mai 1992 : 1490).

d'esprit banlieue » de jeunes qui ont toutes les raisons de se percevoir comme non désirables dans la société. Il vise à leur inculquer une conscience individuelle de leurs rôles et de la classe à laquelle ils appartiennent, mais aussi de leurs compétences, capacités, droits et devoirs. L'événementiel est alors utilisé pour permettre cette « conscientisation »¹³. Ainsi nous a-t-on raconté plusieurs histoires pour l'illustrer ; nous en résumons certaines. Pour commencer, on peut indiquer le travail fait lors de la contestation du CPE (Contrat Premier Emploi) en direction des jeunes scolarisés fréquentant l'association et ses alentours, qui, désireux d'aller manifester, craignaient de participer aux cortèges dans le centre ville. L'animateur leur a expliqué que manifester était un droit et qu'ils avaient ce droit. Mais aussi qu'ils pouvaient et même devaient utiliser ce droit si cela leur permettait d'assumer leur opinion et leur donnait le sentiment de s'exprimer pour l'intérêt général de la jeunesse. Il leur a surtout fait prendre conscience de leur liberté d'accéder à des actions collectives et d'utiliser à cette fin l'espace public, comme tout autre citoyen. La contestation lycéenne et étudiante du CPE a ainsi servi à insuffler chez ces jeunes une conscience de leurs droits civiques, mais aussi de parler de leurs peurs de la police, qui nécessairement surveille le déroulement des manifestations, dont on peut se débarrasser lorsqu'on agit pacifiquement, en citoyen. Autre exemple plus récent du processus de conscientisation à l'œuvre, le débat organisé suite à une attaque de bus pour cause d'amendes en série. Devant l'entêtement de certains jeunes à croire que « *les agents de contrôle sont payés au chiffre* », l'animateur les a réunis avec des agents et des responsables de la société de transports urbains. Partant d'une explication houleuse sur l'activité de contrôle vécue de part et d'autre, la séance a permis aux jeunes de s'apercevoir qu'ils ont le droit au dialogue pour dire leur ressenti et que leur interlocuteur n'est pas forcément indifférent, ni désintéressé par ce qu'ils disent. En acceptant la proposition des agents de la société de poursuivre prochainement la rencontre, cette fois sur un terrain de foot, les jeunes ont compris (selon l'animateur de *Kiap*) que des relations sociales peuvent s'établir au-delà des rôles sociaux, entre des univers différents. Bien d'autres initiatives de ce type marquent l'histoire des jeunes à *Kiap*. Par exemple, ces rencontres avec SOS-Racisme pour discuter cette antienne du « *Ici c'est le ghetto* », à partir de questions de fond censées aider chacun à réfléchir sur soi à partir d'autres vécus : c'est un quoi un ghetto ? Pourquoi cela existe-t-il ? Comment l'éviter et y mettre fin ?... avec l'Histoire en perspective. Ces occasions d'échange se sont même multipliées au cours de la dernière période, lorsque avec « la crise » on a craint ici comme ailleurs un retour des violences urbaines. Au cours de l'été 2009 *Kiap* est très présente, avec un programme fourni d'activités et de manifestations, porté à la connaissance de tous par des affiches placardées dans le quartier, toujours par crainte de l'espace vacant.

Un tel mode de relation est cependant possible que si l'animateur/éducateur parvient à se faire oublier en tant que salarié de la Ville. Son rôle de professeur de Taekwondo le protège en

¹³ « *Processus d'apprentissage et d'influence entre des groupes de personnes de la classe populaire, immergées dans des situations d'exploitation, de domination et d'aliénation, et des intervenantes et intervenants intérieurs ou extérieurs à la classe populaire, interpellés par ces situations et visant à les changer dans une interaction dialectique avec un processus plus global de transformation politique de la société* » source : Collectif québécois de conscientisation. <http://www.le-militant.org/ape/laconscienti.htm>

partie. Qu'il habite depuis longtemps le quartier compte aussi, mais surtout le fait d'être au contact des jeunes, bien au-delà des moments ouvrés. Trois d'entre eux, rencontrés par hasard lors de nombreux passages dans le quartier, le voient « *comme nous ; c'est un « grand frère » ! Il sait tout de nous parce qu'il vit là, il est comme nous, lui.* » Ils nous apprennent que les jeunes ont peu de secrets pour lui et que d'une certaine façon ces rapports de confiance fabriquent aussi cette proximité. Toutefois ces relations ne versent pas dans une réciprocité généralisée pour éviter de nourrir un sentiment de groupe :

- D'une part, l'animateur doit sans cesse « *éviter d'apparaître comme un acteur de la Ville, comme son salarié, sinon les jeunes vont perdre confiance* » nous dit un membre du conseil d'administration. « *Kiap est un acteur reconnu de la prévention sur le quartier, on travaille de façon étroite avec beaucoup de structures [en particulier avec le Relais de voisinage dès lors qu'une intervention auprès de parents paraît nécessaire] ; mais pour les jeunes en particulier et tous les autres c'est une association, c'est un lieu de vie, ils s'en occupent, ils le font vivre. Tout le reste viendrait brouiller l'image de Kiap. [...] On n'est jamais dans la duplicité, on parle devant les uns et les autres, on fait participer les jeunes notamment à la vie de Kiap.* » Et d'ajouter : « *On saisit toutes les occasions pour cela, pour qu'ils voient la confiance que tous leur apportent, l'importance d'agir pour un collectif. Ça le situe, c'est ce qu'on cherche. [...] C'est pour ça que le fonctionnement est fragile, on dépend beaucoup de la représentation qui est faite de Kiap, or celle des institutions n'est pas celle des jeunes. Mais nous, c'est celle des jeunes, quitte à ce que l'on ne paraisse pas jouer le jeu institutionnel, qui compte.* »

- D'autre part, il fait toujours attention de ne jamais s'adresser à un groupe, mais à des personnes, en différenciant chaque jeune. C'est une règle d'or, qui évite de laisser de la place à « *la tentation de faire bloc* », contre laquelle toute l'action de Kiap est dirigée. Il dit très clairement : « *Il ne faut jamais prendre en compte le groupe, mais toujours avoir affaire à des individus. C'est une règle d'or chez moi et je crois que c'est ce qui fait que Kiap n'est pas accaparé par un groupe. Tout le truc c'est de travailler dans des relations entre des personnes, et non pas de s'adresser au groupe, parce qu'aussitôt ça renvoie à des intérêts, des règles... et tout ça ... ce qui fait qu'après il y a des territoires de clans. Moi je ne m'adresse qu'à des personnes, en permanence, je fais en sorte qu'ils s'adressent entre eux de la même façon. C'est la seule façon de les rendre autonomes.* » L'explication de cette manière de faire appartient probablement à sa personne. En tout cas pour lui, Kiap doit être l'antithèse du groupe.

1.5. Prendre la parole.

En de nombreux points, la production du collectif est la même à *Stop Misère !*, un regroupement de quelques habitants que nous sommes allés rencontrer dans un autre quartier d'habitat social

de Grenoble, peu de temps après son lancement. Il nous a semblé intéressant de saisir la possibilité d'enquêter également dans ce quartier, Teisseire, géographiquement voisin de la Villeneuve, qui est resté depuis les anciennes opérations « Habitat et Vie Sociale » des années 1970 un lieu vivant de la participation habitante.

Désireux de valoriser les expériences et les savoir-faire des habitants, et d'intervenir dans l'espace public local et même régional, *Stop Misère !* cherche à se développer à partir d'une action collective initiée depuis des années par le Centre social du quartier, dont le but est de transformer les modalités d'accès aux prestations et aides sociales, voire le contenu de cette offre publique. Cette action collective s'organise autour de temps réguliers de rencontres, lors de petits déjeuners hebdomadaires au Centre social, et de mobilisation publique au travers de « Forums sociaux » trimestriels préparés dans des activités de « théâtre forum. » Ces différents moments rassemblent habitants, intervenants sociaux, associatifs, représentants des collectivités (ville et département) et des institutions sociales (CCAS, CAF, CPAM...).

Ce regroupement s'appuie donc largement sur la forte mobilisation du Centre social sur la question de l'accès aux droits pour tirer à lui des participants des groupes de réflexion et de proposition mis en place avec des habitants par les assistantes sociales (comme les groupes « école » ou « aides financières »). Ces groupes fonctionnent avec un certain succès. Par exemple, ils sont parvenus à obtenir du CCAS une réévaluation du montant du minimum alimentaire, et du Conseil général la possibilité de répartir sur l'année et non plus sur des périodes de congés scolaires les aides aux loisirs destinées aux enfants de familles modestes. Ils constituent un vivier pour *Stop Misère !* qui a pour objectif supplémentaire de constituer et même d'instituer des « *habitants relais* », intermédiaires entre la population et différents acteurs (institutions, associations ou administrations), liant ainsi la reconnaissance des personnes à celle d'un statut. Cette idée est venue d'un travail en commun entre ces habitants, initiateurs de *Stop Misère !*, et une psychosociologue travaillant au Centre social, aujourd'hui à la retraite. Elle a été encouragée par la participation de ces habitants à une rencontre régionale organisée par la Mission régionale d'information sur l'exclusion (MRIE) sur la démocratie participative¹⁴, qui leur a permis d'intégrer le réseau associatif « K'Ose toujours » engagé dans des démarches de capacitation.

Témoignage : « *Donc Stop Misère ! a été créé il n'y a pas beaucoup de temps, au mois d'octobre 2008, et on a été trois habitants à l'initiative de ce collectif, avec M. [psychosociologue travaillant au Centre social] qui avait fait aussi une partie du chemin avec nous, puisque avant de créer Stop Misère !, on avait commencé à travailler ensemble, chacun dans des collectifs*

¹⁴ Rencontre régionale « Pauvreté, précarité : quelle démocratie participative, pour quelles transformations ? » 29 novembre 2008 au Conseil régional : cf. *La Lettre de la MRIE*, n°21, novembre 2008. <http://www.mrie.org/mission-regionale-information-exclusion/docs/MRIE-lettre%20n%C3%82%C2%B021.pdf>
Cette rencontre initiée par le Vice président du Conseil régional Rhône-Alpes délégué à la démocratie participative et la MRIE a probablement servi d'impulsion à la constitution de *Stop Misère !*, donnant à ces habitants une visibilité et surtout l'envie de pousser l'idée d'une reconnaissance institutionnelle de l'action menée à partir du Centre social.

différents, donc aussi avec J., F [des membres du collectif], et puis on a fait une recherche formation-action où on a travaillé sur un an. Donc on avait six séminaires avec du travail entre tout ça et là on a connu d'autres collectifs qui étaient extérieurs à Grenoble et c'est là qu'on s'est dit à un moment – comme on a aussi participé à l'organisation de la journée à Lyon du 29 novembre sur la démocratie participative, donc on faisait partie du réseau « K'ôse toujours » – qu'il fallait vraiment créer quelque chose qui nous tient à coeur et on a créé Stop Misère ! [...] Je pense que là les gens, ils ont plus de choses à revendiquer vu la situation sociale qui se détériore, mais qu'ils ne sont pas habitués à le faire. Donc du coup... parce que c'est vrai que quand on habite dans un quartier entre guillemets « difficile », il faut se battre sur tout. Il faut se battre sur le logement, il faut se battre sur l'école. On est toujours en train de se justifier, du fait qu'on habite dans un quartier difficile. Du coup, c'est vrai que nous ça nous demande encore plus d'énergie que d'habiter dans des quartiers comme ça. Et puis on veut pas... on a deux positions : soit on se victimise, soit on dit 'bon allez on part, on essaie de faire des choses ensemble'. [...] Alors on s'est dit, bon voilà : on a tous des problèmes. On a des problèmes... Au départ on croit qu'on est tout seul, et après on se rend compte qu'on est plusieurs. Donc c'est vrai que après, on peut donner des... on essaie... c'est pour ça qu'à un moment on s'est dit, si on veut vraiment faire valoir nos droits et y avoir accès, il faut vraiment qu'on se mobilise pour que cette question soit vraiment entendue. Parce que nous, notre petite ligne de base, c'est de séduire au vol les oreilles qui entendent. Voilà ! Parce qu'on sait que quelquefois on nous entend, mais il n'y a rien qui se passe derrière. Donc là on veut vraiment interpeller. Dire, voilà : il y a ces problèmes là. On l'a fait avec la MRIE et il y a du travail sur la région qui se continue. Car à un moment donné, n'importe quelle personne confrontée à un problème d'accès aux droits peut se retrouver dans une difficulté monstrueuse. Et ça, on l'a vu avec d'autres personnes du groupe. »

Le but poursuivi est clairement de favoriser une émancipation sociale des habitants par la participation. La question de l'accès aux droits économiques et sociaux n'est qu'un moyen pour y parvenir. Elle est sortie parmi d'autres parce qu'elle a semblé représenter un enjeu suffisant pour lancer cette dynamique de la participation : « Et puis de la tontine, ensuite on est partis sur les non-recours. On était sur le statut d'expert-citoyen, mais on n'en était pas encore sur cette question là. C'est ensuite en cours de réunion en disant 'mais il y a tellement de cas'. Moi j'avais dû raconter mon histoire, parmi d'autres, qu'on est partis sur ce sujet. » Le fait que le Centre social soit actif sur la question de la participation explique également cet objectif consistant à amener les habitants à se construire comme sujets de volonté au travers de leur capacité à exprimer des difficultés et à interpeller les acteurs ou autorités concernés : volonté de compter sur leurs propres potentialités, volonté de dénoncer des fonctionnements qui ne paraissent pas acceptables, volonté d'être solidaire, et volonté de se poser en interlocuteur collectif des pouvoirs publics. « A travers l'accès aux droits, le but est de faire reconnaître la démarche, du 'droit à dire'. C'est une reconnaissance politique, c'est clair. Nous on pense que tout part de là, c'est pour ça que l'on essaie d'associer les habitants dans cette démarche

collective pour les sortir du 'à quoi bon', 'on ne peut rien faire, pas prendre la parole'. C'est la participation, apprendre à s'exprimer, car s'exprimer c'est restructurant. Il ne s'agit pas de faire remonter des 'paroles', c'est pas le bon processus. Le bon, c'est de faire comprendre que chacun a quelque chose à dire et de le dire dans des collectifs ça montre qu'on existe, qu'on est intéressant pour les autres, qu'on a une place. Avec des gens qui sont tellement dans le déni d'eux-mêmes, le but est qu'ils parlent à d'autres pour se sentir exister, et de structurer tout ça avec eux dans le but de produire des effets pour leur démontrer que leur parole compte, ... et donc qu'ils ne valent pas pipelette.» La prise de conscience du droit à dire et du pouvoir de la parole est par conséquent au cœur du mode d'interaction recherché à *Stop Misère !* La participation sert de vecteur à ce processus de conscientisation. Même si ce collectif projette une visée plus politique et porte probablement en héritage l'idée de « la parole habitante » fortement mise en avant dans les premières étapes de la politique de la Ville, son action s'organise entièrement autour de l'objectif de (re)donner aux personnes une confiance et ainsi une capacité à agir par elles-mêmes. C'est pour cela que des habitants qui n'ont pas forcément de problèmes d'accès aux droits adhèrent aux objectifs de la structure. Ils imaginent que ce groupe peut fonctionner comme « *thérapie communautaire* ». L'image du groupe de parole leur semble ainsi correspondre à la pratique que *Stop Misère !* cherche à développer.

Témoignage : « *Je ne suis pas de Grenoble donc... ça me faisait rien d'habiter ce quartier là. Et c'est à la retraite où je me suis dit 'ça m'intéresse'. Mais j'étais venue voir B. [ancienne directrice du Centre social] pour la première fois moi, pour lui parler de la thérapie communautaire. Parce que je suis en lien avec le Brésil. On a démarré les groupes de parole là-bas. Et B. m'a dit en m'entendant : 'ah mais C. viens ! Enfin bon... tu habites le quartier, tu peux... viens travailler avec nous, etc'... Voilà ! Et je suis venue parce que moi-même j'avais quelque chose qui me semblait intéressant à proposer pour le quartier. Donc je suis venue voir B. pour ça et puis de fait, voilà... [...] En France on parle de groupe d'écoute, de parole et de lien. Au Brésil, ils appellent ça thérapie communautaire. En fait, thérapie pour eux, ça veut dire prendre soin chaleureusement, amicalement et de manière... avec beaucoup de chaleur humaine, prendre soin des gens et écouter les gens dans leur souffrance. En disant, si on écoute les gens dans leur souffrance et si on les aide à mettre en mots M-O-T-S leurs maux M-A-U-X, on évitera la somatisation et les pathologies. On évitera un certain nombre, pas les grandes pathologies. J'ai vu ça dans une favela en 1991. Et quand j'ai vu ça la première fois, en me disant... Alors moi je pensais pas à mon quartier, parce que j'étais... en 1991, j'habitais dans une cité dortoir, mais je pensais, comme je travaillais avec des enfants en difficulté scolaire, aux familles des enfants que je connaissais bien, en me disant 'voilà un outil qui pourrait aider ces familles !'. [...] Donc quand je suis venue parler de ça à B., elle m'a dit 'effectivement, c'est intéressant !'. Bon, donc elle est allée voir le médecin qui a lancé ça dans la favela... ensuite de la favela, ça s'est répandu dans tout le Brésil. C'est un projet national maintenant au Brésil. C'est quelque chose comme 13 000 personnes qui animent des groupes au Brésil. Et donc alors on a commencé... les sessions de formation ont dû commencer. En France, Adalberto, donc ce médecin est venu*

faire des sessions de formations. Elles ont commencé en 2003. Et maintenant, sur la région Isère on doit en être à 7 bureaux qui fonctionnent, dont un qui a démarré cette année ici au Centre social. Mais c'est parce que... enfin pour moi, c'est toujours dans le même esprit. Que les gens se réapproprient... ils ont des compétences, ils ont des problèmes, mais les solutions sont en eux. On ne peut que les aider à accoucher de leurs solutions, à prendre confiance en eux, c'est tout ce qu'on peut faire. Personne ne peut résoudre les problèmes à leur place. Et donc pour moi, la démarche de Stop Misère !, c'est toujours que les gens retrouvent confiance... qu'on les aide à retrouver confiance en eux pour pouvoir... je dirais, pas eux individuellement, mais en groupe. Et c'est le groupe qui va être porteur. [...] C'est le groupe qui est thérapeutique. »

Le fonctionnement du collectif repose entièrement sur le volontariat, le principe étant celui du vient qui veut. Pour autant les quelques membres qui le constituent aujourd'hui s'activent pour agrandir le groupe. Forts de leurs investissements anciens dans d'autres structures du quartier, de la possibilité pour certains d'être présents à des moments clés comme les sorties des écoles ou les petits déjeuners hebdomadaires organisés au Centre social, ils cherchent à « recruter ». Ils mesurent cependant la difficulté des habitants à participer. Le manque de disponibilité ou l'envie de faire autre chose, mais aussi la difficulté à prendre la parole, sont des obstacles. Aussi sont-ils pris en tenaille entre le besoin d'élargir le groupe et ainsi de solliciter des personnes qui ne sont pas forcément prêtes à s'impliquer, et la nécessité d'être rejoints par des personnes qui pourront également donner du temps et contribuer activement à l'objectif du collectif. Cette pionnière de la structure l'explique bien : « *Ce qui se passe au départ, les gens quand ils viennent, ils viennent comme ça en observateurs. Donc on leur dit 'Tu viens quand tu veux, tu pars quand tu veux, si tu peux pas rester l'après-midi, y'a pas de soucis.'* Il ne faut pas qu'il y ait de jugement envers les personnes qui viennent ou qui ne viennent pas. C'est « *si tu peux, tu viens. Tu peux pas, tu ne viens pas.* » Bon, parce qu'il faut comprendre que aussi les gens ont une autre vie en dehors de ça, que quelquefois ils font face à des difficultés qui sont importantes et que bon, venir un petit moment, ça peut être aussi la bouée de sauvetage quoi ! De dire : *'je souffle, j'ai une autre place.'* Moi j'ai emmené des gens qui n'étaient pas du tout dans la démarche et qui bon, ç'aurait pu être dans des autres groupes quoi, il y a des gens que j'ai présentés et au départ ils étaient pas du tout dans cet engagement là. Parce que moi je trouve que être dans la démarche participative, c'est aussi un engagement quoi. C'est que si on n'a pas cet aspect de dire *'c'est pas que moi qui ai des problèmes'*, il faut pas faire ça pour ses problèmes à soi, nous-mêmes quoi. Il faut penser aussi à l'aspect collectif que ça peut avoir, c'est comment on peut aider chacun ... » Dans ces conditions, l'accueil de personnes qui ne prennent pas la parole peut poser problème, car non seulement leur participation est faible, mais aussi leur présence apporte peu à l'action collective visée, qui n'atteint pas alors le but recherché même si elle produit des résultats sur les droits : « *Mais bon, il faut pas que... nous on accepte aussi les gens qui n'ont pas grand'chose à dire et que pour eux, ben c'est un moyen aussi de sortir de chez eux, de se retrouver avec d'autres gens, de relativiser sur leur situation.*

On a des gens comme ça qui viennent et qui parlent pas, qui parlent très peu. Et puis on a des gens qui parlent pas au départ et qui petit à petit et ben... au départ on avait K. qui avait du mal à parler comme ça devant des gens et là maintenant... alors quelquefois c'est vrai qu'il faut un peu... on essaie de donner la parole aussi. Comme ça on se dit si on les oblige... quoi « les oblige » !,... voilà, on les incite à un moment donné, hop !, tout de suite ils démarrent quoi ! »

Aussi, sans faire clairement de la prise de parole une condition d'accès à ce collectif, il apparaît que *Stop Misère !* a le souci de construire une symétrie dans les échanges à partir de la parole de chacun.

L'accès à la parole structure par conséquent le mode d'interaction qui caractérise *Stop Misère !* La condition de réussite dépend de la volonté de participer à un groupe porte parole, qui cherche une reconnaissance sur la scène publique. Le groupe n'est pas comme à *Kiap* un écueil qu'il est nécessaire de contourner pour atteindre une prise de conscience individuelle ; au contraire, il est conçu comme un dispositif nécessaire pour aider les personnes à s'extraire de leur résignation pour être respectées comme sujets de droits. Par ailleurs, le groupe ne sert pas uniquement de miroir au sens où chacun se renforce au travers des échanges avec les autres, comme au *Relais de voisinage*. Il agit aussi dans une logique de changement global (de transformation de l'offre publique) qui lui est propre, même s'il aide les personnes à retrouver des capacités.

1.6. Etre indifférent aux stigmates.

La situation du Point Information, Médiation, Multiservices (*PIMMS*) installé sur le quartier est encore différente. Cette structure locale d'un réseau national de services de proximité à la disposition des habitants¹⁵ a été créée avec l'accord de la collectivité territoriale qui s'est engagée aux côtés d'enseignes privées (sociétés de transport, distributeurs d'énergie, etc.). Elle accueille plus de mille usagers par an, dont 80 à 85% résident dans le quartier.

Le risque de consommation est ici très élevé du fait de l'activité du *PIMMS* et de l'offre de services proposée. Il ressort néanmoins des entretiens menés comme d'une étude que nous avons réalisée en 2006¹⁶, que la fonction d'aide à l'accès à la médiation des prestataires de services est recherchée car « *utile parce que réconfortante.* » La qualité de l'accueil avec notamment la possibilité – bien rare – de pouvoir échanger dans une autre langue que le français et d'être aidé et soutenu dans des démarches vers des administrations en cas de difficultés constitue l'intérêt principal du *PIMMS* de la Villeneuve selon un grand nombre

¹⁵ <http://www.pimms.org/weblib/page.jsp?currentNodeId=3>

¹⁶ C. Chauveaud, N. Mandran, P. Warin, « Refus de droits et traitement injustes. Biographies, caractéristiques et réactions des personnes discriminées. » Rapport de recherche pour la DREES, décembre 2006. http://odenore.msh-alpes.prd.fr/documents/n_20.pdf

d'habitants. Ces usagers préfèrent s'adresser à cette structure pour régler leurs démarches administratives (accès à des abonnements de transport ; demandes de tarifications sociales en matière d'énergie, d'ouverture de droits à une Couverture maladie universelle Complémentaire ou à une Aide complémentaire santé ; mais aussi demandes d'aide à la rédaction de documents ou de médiation en cas d'impayés, possibilité d'achats de timbres et réception de colis, d'actualisation de cartes Vitale, etc.), plutôt que directement aux services publics qui sont pourtant à proximité. En majorité, ils déclarent se tenir volontairement en retrait du fait de stigmatisations et de discriminations. Aussi, reportent-ils leurs demandes vers cette structure composée de quelques agents en contrats précaires et peu formés, mais avec lesquels ils sont davantage en empathie.

Témoignages : *« Je viens presque tous les jours. Ça me permet de parler un peu français et ça me permet de sortir de ma solitude. Je suis ridicule quand je parle le français. Mais là on me comprend et puis ça fait plaisir à d'autres de parler espagnol avec moi, comme ça s'est pareil, alors je me sens mieux. Et puis on me pose plein de questions sur la Colombie sur tout ça, ça me fait plaisir et on me demande de faire découvrir des repas, des chansons. C'est important pour moi de voir que c'est pas rien. » « Pour ça que je suis furieuse quand on me traite mal pour les papiers et tout ça, à la Préfecture. Avant j'aurais rien dit, mais maintenant non, pour ça je suis allée voir d'autres associations qu'on m'a conseillées, elles sont spécialisées. Oui, comme ça j'ai vu que je suis forcément pas seule en France. »*

« C'est vrai que le contact c'est pas la Caf ! Là on vient, il y a l'ancienne, elle fait la bise à presque tous et demande des nouvelles et tout ça. Et puis ils parlent l'arabe et ça, ça change tout. »

Parler la langue : le principal. Le témoignage de cette femme est capital. Il montre combien cette possibilité est importante dans les relations au PIMMS. Possible de parler aussi arabe. Possible que les autres soient comme moi. Mais surtout : possible de ne pas être stigmatisé. A partir de là, le PIMMS s'inscrit dans l'environnement social des personnes comme un lieu de tolérance. Cette observation nous paraît refléter un sentiment largement partagé chez les « clients habitants »¹⁷ les plus assidus, des femmes mais aussi des hommes le plus souvent d'origine étrangère. C'est ce qu'explique très bien cette femme : *« Au PIMMS on parle de plein de choses, ce qu'on va faire dans la journée, des enfants, tout ça. C'est bien ça, on peut discuter et en même temps ils s'occupent de nous. [...] En même temps ce qu'on leur dit les intéresse car ils nous aident, moi j'ai eu beaucoup d'informations comme ça. Alors qu'ailleurs jamais tu feras ça, tu seras jetée. »* Ce n'est donc pas parce que ce type de structure présente une offre de services publics plutôt pauvre, caractéristique – selon nous – du risque actuel de « wal-martisation » de l'offre de biens publics à destination de populations précaires¹⁸, que ce

¹⁷ Terminologie utilisée par les PIMMS.

¹⁸ La [dés]organisation du travail appelé *wal-martisme* se prolongerait du côté de la réponse aux besoins sociaux par le développement d'une offre sans obligation de qualité (Warin, 2010). Soit l'application du constat déjà ancien de Richard

s'y passe est sans intérêt sur le plan des relations sociales. La proximité géographique et sociale, mais aussi et surtout relationnelle avec les usagers des *PIMMS* permet à ses agents de développer un mode d'échange compréhensif qui, sans jouer sur le registre de la sollicitude – c'est-à-dire de l'attention soutenue, affective et prévenante –, cherche à responsabiliser, quitte à jouer parfois sur le ton de la remontrance. Aussi ce qui serait perçu ailleurs comme un signe de discrimination est perçu ici de façon tout à fait différente, comme une preuve d'estime. Même parfois un peu rude, le mode d'interaction épargne aux usagers le rapport d'autorité qui structure habituellement les relations de service, au sens où une sorte d'éthos de la fraternité parcourt les interactions.

Témoignages : « *Je sais parce que j'en ai discuté avec eux [agents du PIMMS] que certains abusent, ils viennent au PIMMS pour qu'on fasse tout à leur place. Tous les mois, y'en a qui viennent pour les mêmes papiers, c'est parce qu'ils savent pas lire, ils peuvent se faire aider, mais là ils ont confiance. Y'en a d'autres ils viennent et quand ils ont compris alors il ne reviennent plus pour ça, ils sont autonomes, et c'est ça aussi qu'ils veulent au PIMMS. Ils veulent montrer pour que les gens se débrouillent.* »

« *Moi ça m'est pas arrivé mais j'ai vu des gens se faire engueuler, et ils reviennent voir la même personne, car c'est pas grave, au contraire ça montre qu'ils veulent les aider. Mais bon ça marche pas toujours, y'en a du coup ils reviennent pas car il y a la fierté, la honte qui fait qu'ils ne veulent pas se faire aider. Pourtant certains en ont besoin. J'en ai vu à la borne ASSEDICS [possibilité d'actualiser des situations et d'obtenir des documents via des automates] qui préfèrent partir plutôt que de se faire aider par un agent qui veut les aider. Et puis il y en a ils veulent pas déballer leur vie comme ça, ils veulent pas se faire aider alors qu'au PIMMS on peut si on a des dettes ou des trucs comme ça. Mais y'en a beaucoup qui viennent aussi pour ça parce que même s'ils s'engueulent avec les gens du PIMMS ils savent que c'est pas contre eux mais pour eux.* »

A la différence des autres structures, le *PIMMS* ne cherche pas à produire un collectif, au sens d'un mode d'interaction facilitant la reconnaissance des individus. Ce n'est pas son affaire. Il s'occupe de relations de service, parfois marchandes, avec des usagers, et non, comme les autres structures, d'activités avec des participants. En revanche, le *PIMMS* a été créé pour rapprocher les habitants de certains services publics, en cas de difficultés (notamment pour des questions d'incompréhension de courriers et surtout d'impayés). Il les incite en particulier à se porter au devant des solutions plutôt que d'attendre que les situations se détériorent. Il n'y a pas de logique d'action particulièrement explicite, mais simplement le souci de décider les personnes à faire part de leurs difficultés et à se manifester. Selon le directeur de la structure, l'intention est là mais pas les moyens suffisants pour professionnaliser un accueil permettant une responsabilisation constructive des personnes. Écoutons-le : « *Par rapport à la citoyenneté*

Titmuss, qui occupa dès 1951 la première chaire de social administration à la London School of Economics, selon lequel « *Programs for the poor are often of low quality* » (Titmuss, [1967] 1987 : 155).

Sociale, le PIMMS a à l'évidence un rôle à jouer, mais il est encore partiel. On est encore trop dans l'assistance des gens. Il faut avoir du personnel avec plus d'expérience pour sortir de l'assistance et d'aller vers plus de pédagogie à la citoyenneté une fois la confiance établie. On voit bien le travail à faire pour faire des usagers des acteurs de leurs droits pour qu'ils comprennent que les droits ils doivent les activer, se bouger eux-mêmes, sinon ils seront comme vous l'avez vu dans vos premiers travaux chez nous dans des situations de non-recours. Il faut faire sauter le sentiment de discrimination, pour que les gens ne s'arrêtent pas à ça mais apprennent les façons de présenter au mieux leurs demandes, de ne pas se replier quand ils ont des difficultés mais d'oser par nous, comme médiateurs, aller trouver des solutions à leurs impayés et tout ça. [...] Mais les contraintes actuelles ne favorisent pas le long terme, l'ancrage dans le professionnalisme, tout ce qu'il faut pour gagner la confiance des gens et les amener à être pleinement citoyens. Ce qui ne veut pas dire que la volonté n'est pas là. Les agents restent trop souvent à répondre à la première demande des personnes sans creuser davantage d'autres questions. Mais ce rôle plus subtil, plus sous entendu n'est pas forcément clair pour les agents ; il faudrait avoir des agents plus stables dans le temps, avec d'autres contrats de travail. C'est surtout ça, le problème, car les agents sont de sacrées compétences et souvent ont des formations plutôt solides. En ce moment, j'axe le travail des agents sur « l'accueil » pour les mettre en confiance : être dynamique, aller au devant des personnes et moins être statique derrière un bureau. [...] Il faudrait aussi avoir des partenaires [partenaires institutionnels du PIMMS] des informations plus précises sur le type de problèmes que les gens rencontrent avec eux pour que les agents soient mieux armés et sachent mieux leur répondre une fois au PIMMS. Par exemple l'information sur les tarifs de première nécessité, les gens sont-ils au courant, par qui ?... »

*

* *

Quel que soit le mode d'interaction mis en place, les participants sont toujours amenés à s'inscrire dans des relations aux autres, dont on attend – c'est le but de ces structures – qu'elles (re)gèrent une socialité. Ainsi, les modes d'interaction qui caractérisent ces structures développent-ils différentes manières de former des liens sociaux :

- Un mode de relation de type transactionnel, comme au *Relais de voisinage*, développe une réciprocité généralisée dans la mesure où les personnes sont considérées comme socialement équivalentes et sont indifférenciées dans les interactions. Chacun est invité à moins s'écouter et à ne pas se plaindre, mais à puiser dans les expériences des autres ce dont il a besoin. Il s'agit

de relativiser les problèmes individuels et de rechercher des solutions à partir des expériences individuelles pour améliorer le bien être de chacun.

- Les relations à *Arc en Ciel* produisent une réciprocité équilibrée qui repose sur un partage symétrique de nourritures (dans le cas des repas partagés où chacun amène et fait goûter aux autres), d'histoires personnelles (lors des débats à thèmes où chacun est invité à parler de lui), d'émotions (lors des sorties collectives où tous font les mêmes découvertes). La possibilité de retrouver une socialité est donnée à travers ces différentes pratiques qui permettent à chacun de voir l'autre comme un ami, au-delà de ce qui peut les distinguer, et soi même comme une personne estimable.

- A *Kiap*, le mode d'interaction s'inscrit dans une non réciprocité (car l'animateur ne peut se fondre dans le groupe) pour produire des processus de conscientisation individuelle, qui s'apparente à un échange inégal ou asymétrique. Il s'agit de sortir des jeunes de leur ressentiment contre une société qui ne leur donne pas leur place, sans mettre le groupe en avant à cause de tout ce que cela pourrait induire comme renforcement de l'entre soi. La parole est essentielle, comme dans les autres structures, mais elle ne doit pas contribuer à constituer un groupe. Elle sert à révéler sous d'autres jours les réalités qui braquent les jeunes, pour faire prendre conscience à chacun de ses possibilités d'agir pour qu'il en soit autrement.

- *Stop Misère !* produit également une réciprocité équilibrée, fondée sur un partage du droit à dire, mais aussi une réciprocité généralisée puisque la conscience individuelle se fond dans la conscience collective, et l'intérêt individuel dans l'intérêt collectif. En participant à une cause commune portée dans l'espace public, les participants accèdent à une conscience critique, où priment trois principes en particulier : la volonté de déterminer son propre devenir ; la volonté de compter sur une solidarité d'intérêts ; la volonté de se poser collectivement en interlocuteur des pouvoirs publics. Tout repose sur la découverte et l'apprentissage du pouvoir de la parole pour aider les personnes à (re)devenir des sujets de droits.

- Le *PIMMS* produit également une socialité même si l'on est dans des relations de service, parfois marchandes, qui sont nécessairement asymétriques entre prestataires et usagers. En passant outre les singularités (difficulté à s'exprimer en français et tenue vestimentaire) qui, ailleurs, fonctionnent comme des stigmates, la structure est perçue comme hors normes pour ses usagers, par rapport aux services publics habituels. Elle mélange implicitement une réciprocité généralisée, au travers d'interactions qui indifférencient les personnes, et une réciprocité équilibrée, en maintenant des rôles, pour favoriser le respect des personnes.

2. RECONNAISSANCE SOCIALE ET CITOYENNETE.

Dans les structures étudiées, l'oralité occupe une place centrale. Elle donne à chacun la possibilité de parler de lui. Les échanges d'opinions et de croyances, d'expériences et de savoirs, facilitent l'expression des individualités ou des singularités, en particulier dans la manière d'éprouver le sentiment de liberté individuelle (Ion, Peroni, 1997). Etre écouté conduit à écouter. Etre reconnu comme personne conduit à reconnaître l'autre dans ce qui le distingue et le rapproche de soi-même. Tout notre matériau se range sous « *cette banale vérité* » dont parle Tzvetan Todorov, « *qu'à s'ignorer soi même, on ne parvient jamais à connaître les autres, que connaître l'autre et soi est une seule et même chose.* » (Todorov, 1989). L'intérêt de participer à ces structures réside dans la possibilité qu'elles offrent de dire ce que l'on est, pense et vit, et ainsi d'évoluer dans les représentations de soi tout en apprenant des autres. C'est ce qu'il faut expliquer maintenant en montrant comment ces structures permettent à la fois un processus de reconnaissance et un processus de réduction des préjugés, qui sont directement reliés à la fabrique de citoyennetés.

2.1. Processus de reconnaissance.

Les formes de socialité produites donnent la possibilité aux personnes de se situer dans des espaces de relations où il y a de la place pour chacun. Elles répondent ainsi à un besoin – que l'on peut qualifier d'ontologique – qui est celui de la reconnaissance sociale. Ces pratiques contribuent en effet à ce que les personnes acquièrent ou reconquièrent à la fois une *confiance en soi*, un *respect de soi* et une *estime de soi*, selon la typologie dressée par Axel Honneth (2006). Cette typologie s'appuie sur la psychologie sociale de George Herbert Mead et la psychanalyse de Donald Winnicott. Elle distingue trois sphères de reconnaissance nécessaires pour la réalisation de soi, ou selon François Dubet (2005) pour retrouver une capacité « *d'être un individu* » à la fois « *social* » incorporant des normes sociales, « *rationnel* » utilisant des ressources sociales ou politiques issues de droits sociaux ou civiques, et « *moral* » agissant selon des convictions situées au-delà des traditions et des moyens produits par la société. C'est donc à la possibilité d'auto-constitution des individus dans l'articulation toujours singulière de ces trois dimensions que renvoie la question de la reconnaissance.

- La première sphère est, selon les termes de Honneth, celle de la « *reconnaissance amoureuse* », qui se rapporte aux liens affectifs unissant une personne à un groupe restreint. Ces liens sont considérés comme importants dans l'acquisition de la confiance en soi, indispensable à la participation à la vie sociale.

- La deuxième est la « *reconnaissance juridique ou morale* » : parce qu'un individu est reconnu comme sujet de droits et de devoirs, il peut comprendre ses actes comme une manifestation, respectée par tous, de sa propre autonomie. Cette reconnaissance juridique est jugée indispensable à l'acquisition du respect de soi.
- Enfin, la troisième sphère est celle de la « *reconnaissance culturelle* », qui permet aux individus de se rapporter positivement à leurs qualités particulières, à leurs capacités concrètes. L'estime sociale, propre à cette sphère, est indispensable à l'acquisition de l'estime de soi.

Du fait des spécificités de chacune des structures, les collectifs constitués, ou modes de d'interaction, n'articulent pas ces trois sphères de la reconnaissance de la même façon. Pour autant, c'est bien ce qu'elles permettent d'atteindre, comme nous cherchons à le synthétiser dans le tableau suivant, à la suite des observations qui viennent d'être présentées.

Tableau 1 Production de reconnaissances.

	Confiance en soi Etablir des liens affectifs	Respect de soi Situer l'individu comme porteurs de droits	Estime de soi Valoriser les qualités particulières de l'individu
Relais de Voisinage	Sollicitude, compréhension. De la part de l'animatrice (professionnelle) et des participants.	Ecoute des difficultés d'accès aux droits et services, conseil et médiation vers d'autres professionnels.	Indifférenciation dans les interactions : valorisation des expériences et des savoirs, des rôles de parent ou d'habitant, du statut d'ayant droit légitime.
Arc en ciel	Sollicitude, empathie, sympathie. De la part de tous les participants.	Incitation à prendre des initiatives et des responsabilités au sein de l'association, à participer à ses instances : à être un membre actif.	Valorisation des expériences, des histoires personnelles et des savoirs, de la capacité à être utile aux autres, des émotions.
Kiap	Empathie. De la part de l'animateur (professionnel).	Mise en situation pour aider les jeunes à découvrir l'avantage des règles sociales, leurs droits et devoirs comme tout un chacun. Incitation à se servir des droits civiques : (participation à des actions collectives à caractère politique, inscription sur les listes électorales, prise de responsabilités collectives, notamment associatives).	Différenciation des individus : valorisation des expériences, des savoirs, du statut (de jeune, de sportif), de la capacité à comprendre les situations pour agir de façon raisonnée et raisonnable.
Stop Misère !	Sollicitude, compréhension. De la part de tous les participants.	Incitation à prendre la parole et à participer à une action collective : saisir de son droit à dire.	Indifférenciation, l'intérêt individuel dans l'intérêt collectif : valorisation des expériences et des savoirs, des rôles de parent ou d'habitant, du statut d'ayant droit légitime.
PIMMS	Compréhension. De la part des agents d'accueil.	Prise en compte des personnes comme demandeurs légitimes d'information, de médiation, de services. Aide à accéder aux droits.	Indifférence à l'égard des singularités : valorisation du statut de demandeur ou d'ayant droit légitime.
<ul style="list-style-type: none"> - Sollicitude : attention soutenue, affectueuse et prévenante. - Empathie : compréhension (sans idée de partage) des sentiments, des émotions, des opinions et des croyances. - Sympathie : partage des sentiments, des émotions, des opinions et des croyances d'autrui, Tendance à aimer spécialement une personne, un commencement d'amitié ou d'amour. - Compréhension : compréhension (sans empathie) de la situation d'autrui et possibilité de la saisir avec lui. 			

Dans l'étude des relations interindividuelles, on distingue généralement l'empathie de la sympathie, de la compassion ou de la contagion émotionnelle (forme non observée dans les structures étudiées). L'enquête réalisée conduit à ajouter la sollicitude, qui se rapproche de la sympathie dans la mesure où une dimension affective entre en ligne de compte, mais aussi la compréhension, qui ne déborde pas sur les sentiments, les émotions, les opinions et les croyances. Ces différents registres se retrouvent dans les modes d'interaction présentés auparavant et leur combinaison peut varier d'une structure à l'autre.

2.1.1. Production d'une confiance en soi.

Confiance retrouvée, confiance à donner, confiance à gagner, confiance à préserver : le mot revient souvent, comme le rappelle cette brève compilation des extraits d'entretiens et de témoignages présentés précédemment. Confiance en soi et confiance dans les autres découlent des relations interindividuelles à l'œuvre et se mélangent :

« J'ai pu reprendre petit à petit confiance en moi. J'étais contente de voir que je valais encore quelque chose, que je n'avais pas perdu toutes ses capacités. »

« On peut avoir accès à ce qu'on demande [...] c'est-à-dire d'entrer en contact avec tout le monde dans une relation de confiance. »

« ... plus on a une meilleure écoute, plus on a confiance en nous. »

« ... on n'a pas le même rapport quand on est autour d'une table avec un café et pourtant ça nous aide à y voir plus clair à se sentir plus capable... c'est la proximité et la confiance. »

« Parler de soi, ça redonne confiance en soi, ça c'est évident. »

« Quand on a les soirées débats on a confiance, on se reconnaît dans les autres. »

« Il fallait que je m'ouvre aux gens, pour prendre confiance. »

« ... éviter d'apparaître comme un acteur de la Ville, comme son salarié, sinon les jeunes vont perdre confiance. »

« On saisit toutes les occasions pour cela, pour qu'ils voient la confiance que tous leur apportent. »

« On ne peut que les aider à accoucher de leurs solutions, à prendre confiance en eux, c'est tout ce qu'on peut faire. »

« ... la démarche de Stop Misère !, c'est toujours que les gens retrouvent confiance... qu'on les aide à retrouver confiance en eux pour pouvoir. »

« Tous les mois, y'en a qui viennent pour les mêmes papiers, c'est parce qu'ils savent pas lire, ils peuvent se faire aider, mais là ils ont confiance. »

« Mais les contraintes actuelles ne favorisent pas le long terme, l'ancrage dans le professionnalisme, tout ce qu'il faut pour gagner la confiance des gens et les amener à être pleinement citoyens. »

La confiance en soi et dans les autres est produite dans l'alchimie des interactions, que celles-ci soient fondées sur une réciprocité ou non. Il est très difficile de dire comment les choses se font ; les premiers concernés étant incapables d'expliquer ce qui se passe en leur for intérieur. Aussi acceptons-nous de simplement signaler ce qui semble distinguer en apparence les structures dans cette production de confiance en soi. *Arc en ciel* produit le plus de relations affectives, alors que le *PIMMS* se limite à des rapports compréhensifs. *Kiap* se tient résolument à distance de rapports de type sympathique, puisque toute sa pratique de conscientisation nécessite de ne pas se substituer à l'autre. *Stop Misère !* cherche également à faire prendre conscience (découvrir le « *pouvoir de dire* ») ; pour autant, les relations laissent davantage de place à la sollicitude. Au *Relais*, les personnes retrouvent confiance au travers d'une ambiance qui, à la fois, pousse les personnes à sortir de leurs retranchements, les coupe dans leur « égoisme » (tendance à parler de soi), mais les épaulé quand elles se lâchent sur leurs difficultés.

2.1.2. Production d'un respect de soi.

Les interactions offrent également de multiples occasions pour que les personnes se saisissent de possibilités formelles plus ou moins instituées. De cette façon, elles peuvent (re)trouver leur intégrité, c'est-à-dire leur motivation à être conformes à ce qu'elle sont réellement, se respecter et chercher à être respectées. Cette prise de conscience s'effectue au travers de discussions qui engagent les personnes, ou d'échanges d'informations qui incitent des personnes à se tourner vers des possibilités (droits, aides, dispositifs) qu'elles n'utilisent pas, voire à prendre des responsabilités au sein de ces structures ou d'autres, ou encore à prendre part à des actions collectives. Sans qu'il nous soit possible de présenter ici les mécanismes psychologiques à l'œuvre, de nombreux témoignages, comme ceux qui suivent, nous conduisent à penser que ces interactions sont, par moments, une source de respect de soi.

Témoignages : « *Du coup on se donne des conseils oui parfois, moi surtout sur les questions de santé, ça m'intéresse beaucoup car je suis malade, alors je donne des conseils. [...] j'en ai eus aussi, pour les tickets de bus. [...] je faisais des ménages, des gardes, et je savais pas que j'avais droit à des tickets à la SEMITAG. Ça je l'ai su ici. C'est pas au travail ou à la SEMITAG que je l'ai su, mais ici. [...] Oui je ne trouve pas ça normal qu'on nous le dise pas, ça c'est ne pas nous respecter, ça oui. On a ce droit, on doit l'avoir sinon on est incomplet quelque part. »*

« *En discutant là-bas on apprend plein de trucs et puis aussi on se renseigne. C'est comme ça que j'ai appris que le Centre social propose un atelier couture. J'y vais aussi, on boit le thé, on bavarde et puis j'apprends et ça m'a toujours intéressé. Alors c'est une bonne occasion. Et ça c'est par Arc en ciel, comme quoi. C'est bien aussi au Centre social, on parle beaucoup. Il y a beaucoup d'étrangers alors ça c'est bien. Moi cela m'apporte un mieux, c'est vivant,*

enrichissant. Il y a toujours un dialogue, c'est pas le cas à la maison. [...] D'être écoutée et écouter ce qu'on me dit, c'est une ouverture pour moi. [...] Et puis c'est en discutant que C. m'a aidé à trouver un intérim, et ça, ça a déclenché une formation, puis maintenant mon embauche. L'ANPE m'avait convoquée pour une formation et j'ai été prise après mon stage. Ça change tout. Et pourtant, je ne voulais pas le stage, retourner dans un lycée à mon âge. En plus il fallait que je m'organise pour ma fille et ma mère. Mais on m'a poussée, ... Madame V c'est sûr. Sans oser, juste par des discussions des choses bien vous arrivent quand même. [...] Et puis j'ai été bien entourée quand j'ai été à la clinique. Car je n'ai pas de famille, je me suis disputée avec mon frère. [...] Je dirai qu'Arc en ciel m'a refait vivre, car j'étais repliée et agressive. Je ne voulais pas voir les gens. [...] Et maintenant je donne des coups de main lors des fêtes du quartier, pour les brocantes.... J'ai failli partir dans le Midi, mais non, j'ai préféré rester ici, à cause de ce petit entourage. »

« Ici on fait ce qu'on peut pour apporter une aide aux gens, surtout parce qu'on est souvent largué, certains ne connaissent rien, pas leurs droits et tout cela. C'est important de les aider, mais il faudrait qu'ils se bougent un peu les gens pour savoir ce dont ils ont droit, c'est pour ça qu'ici c'est important parce qu'on aide les gens à se bouger. »

Confiance en soi et respect de soi vont de paire et paraissent même s'articuler dans une relation réflexive. Ainsi, cette participante d'Arc en ciel décrit-elle une boucle vertueuse :

Témoignage « Je voulais aussi tester mes possibilités. Je viens du Vaucluse et après le bac j'ai voulu sortir de la famille. Je suis venue pour les études et à Villeneuve j'ai trouvé ça super accessible et j'ai eu un appartement rapidement. Mais j'étais seule et renfermée. Je m'acceptais pas avec mon handicap et mes problèmes de santé. J'ai pas eu de relations dans le quartier pendant longtemps, ou que des handicapés. C'est pour ça que Arc en ciel c'est génial, car c'est contre les catégories, les différences. Ça absorbe les différences, comment dire... ça fait pas de différences parce que les gens se mélangent pas mal entre eux, mais si ça fait des petits groupes parfois, mais ça circule entre les uns et les autres, les gens se parlent et y'a plein de petits gestes aux moments des repas partagés qui montrent qu'on fait attention aux autres, ça c'est essentiel. [...] Du coup, ça m'a ouverte à d'autres associations en dehors du quartier [...] Elles n'ont rien à voir, elles regroupent des gens qui peignent, on fait des expos, il y a des cours de peinture sur bois. Ça a été un déclencheur, maintenant ce qui compte c'est d'aller de l'avant. Participer donne un moteur à sa vie. Et pour moi, me rendre utile aux autres, c'est mon objectif. C'est pour ça j'appartiens aussi au réseau d'échanges et de savoirs sur la Villeneuve, on apporte et on apprend des gens. Sortir des gens de leur isolement m'aide moi-même par rapport au risque d'enfermement et mon handicap. [...] Cela a eu des effets. Je me bataille pour les ascenseurs, normal dans mon cas. Avant j'aurai subi, là, il y a eu encore une panne, j'ai porté plainte carrément. Ils m'ont proposé une aide pour les courses ! Je suis allée voir le bailleur, avant j'y serais jamais allée, et j'ai obtenu des responsables un relogement ! Il y

a un autre handicapé dans l'immeuble, il n'a rien dit et n'a pas reçu de proposition. C'est sûr que si je me bouge c'est parce j'ai le sentiment d'être légitime, d'avoir le droit de le faire ; c'est ça que vous apporte la participation, vous vous rendez compte que vous existez parce que vous vous exprimez, parler avec les autres ça vous situe par rapport à vous-même. Au début je m'étonnais et puis j'ai compris que c'était moi, que je pouvais le faire et que j'en avais envie que ça me faisait du bien. [...] Pourtant mon éducation m'a appris à me débrouiller seule ; j'ai toujours été autonome. »

Le respect de soi est même revendiqué. L'exemple le plus courant et peut-être le plus évident est celui des rappels systématiques aux règles du vivre ensemble. Nombre de fois, nous avons entendu tel ou telle évoquer le besoin de règles communes dans le voisinage ou dans le fonctionnement même des structures. Le plus souvent, ces rappels servent à indiquer que le non respect d'un minimum de règles peut être pénalisant, non seulement pour les autres mais également pour celui qui enfreint ce principe, dans la mesure où ne pas respecter un minimum de droits et obligations revient à se renier en tant qu'individu en société¹⁹. Deux conséquences possibles sont alors visées. La première est celle du manque de repères à partir desquels interpréter ses propres expériences : *« C'est simple, dès que les gens se foutent des autres, ils ne savent même plus ce qui est bon ou mauvais pour eux aussi. [...] C'est le cas du gars qui perce à 11 heures du soir, il emmerde tout le monde, il n'en a rien à faire et en même temps il ne s'aperçoit pas que si tout le monde fait ça il ne vivra plus, lui non plus ! »*. La seconde conséquence, liée à la première, est celle de la désocialisation. Ainsi, au cours de discussions où nous essayions de tester la possibilité d'un lien entre respect de l'autre et respect de soi, chacun méritant d'être reconnu dans ses droits et obligations, certains sont allés jusqu'à établir une relation entre ce manque de respect réciproque (des autres et de soi-même) et le manquement de droits, autour de l'idée du retranchement individuel. En tout cas, c'est ainsi que nous résumons l'explication reçue de cet homme rencontré à diverses reprises entre *Arc en ciel* et le *Relais de voisinage*, à qui nous demandions d'éclaircir ce qu'il venait de déclarer : *« Si on est citoyen, le côté social y est. Quand on est citoyen, on l'est jusqu'au bout, et on ne jette pas ses ordures par la fenêtre par exemple. On a appris à vivre ensemble. Mais aujourd'hui on ne vit plus ensemble, et c'est ça qui met un frein à l'accès aux droits. Car quand on se sent sans plus aucune obligation, eh bien on en vient à oublier ses droits. [...] C'est vrai partout, le gars qui se fout des papiers à rendre et tout ça, eh bien à un moment il est à côté de ce qu'il a droit ; le gars qui se moque des autres dans son entourage, eh bien il perd son droit de se faire respecter ; etc., etc. On est dans une société d'arroseurs arrosés' ! »*

¹⁹ Le respect de ces règles, outre le fait que ce fût la grande affaire du « darwinisme social » repris par Spencer pour décrire les individus en société, est aujourd'hui l'un des objets par lequel la sociologie contemporaine s'emploie à comprendre comment pensent et agissent les individus en société (Weinberg, 2001 ; et en particulier : Greif, 2009).

2.1.3. Production d'une estime de soi.

Les relations interindividuelles rappellent aux personnes leur « status », c'est-à-dire les jeux de rôles qu'elles remplissent²⁰. On le voit dans les témoignages précédents, ces relations offrent de multiples occasions de s'adresser aux autres en endossant les multiples rôles occupés dans la vie de tous les jours : dans la famille en tant qu'ancien ou jeune, père ou mère, frère ou sœur, dans le voisinage comme habitant, locataire, usager ou consommateur, dans l'environnement professionnel en évoquant son métier, ses responsabilités, ses savoir-faire, comme citoyen en mobilisant ses droits sociaux et civiques. Or l'évocation de ces différents rôles cherche à être congruente avec les modes d'interaction mis en œuvre dans les structures, de façon à éviter le risque d'égotisme dont nous parlions plus haut. La subtilité des interactions repose sur la possibilité qu'elles laissent à chacun de parler de soi au bon moment et sans se mettre exagérément en avant. De cette façon, c'est le groupe, récepteur des histoires personnelles, qui valorise les attributs (de responsabilité, d'autorité, d'expérience, de savoir, etc.) des personnes et qui leur montre qu'elles sont dignes d'estime.

Ce processus de valorisation prend parfois des formes un peu ostentatoires quand il s'agit de faciliter l'expression des personnes les plus en retrait dans les échanges. Dans ce cas comme dans d'autres, elle peut échouer quand de nouveaux participants préfèrent abandonner. Débattre ou simplement échanger n'est pas chose facile lorsque l'on en n'a pas l'habitude. Si certains ont rejoint ces structures pour (re)trouver une possibilité de communiquer qu'ils n'ont pas dans leur entourage immédiat, à commencer dans la famille, d'autres n'y parviendront pas, ne s'estimant pas capables de susciter un intérêt à partir de leur propre histoire. Les quelques personnes rencontrées qui n'ont pas donné suite après avoir tenté de participer à *Arc en ciel* et au *Relais de voisinage* notent toutes, comme cet homme, que « *l'on y parle beaucoup, de tout et de rien pour que les gens se sentent à l'aise* » et que « *ceux qui ne sentent pas à l'aide avec ça ne viennent plus* ». L'obstacle principal soulevé au cours de ces discussions montre à quel point il est difficile de passer par les autres pour parler de soi et être soi, si bien que cet art du détour dont nous parlions au début n'est pas facilement praticable. Après quelques tentatives au *Relais*, « *moi je ne suis pas revenue* » nous dit cette femme, « *pas parce que j'avais peur de parler, même si j'aime pas trop, ... mais parce que j'ai rien à dire d'intéressant.* » - A bon, et pourquoi ? : « *Parce que d'une petite vie on fait pas une histoire.* » Oui, mais ce que vous vivez a bien un sens... : « *Oui, mais moi je vais pas me lancer là-dedans, ... chercher le sens que ça a ... et de déprimer encore plus.* » Mais ne pensez-vous pas que ça aide ceux qui viennent discuter à partir de leurs histoires ? : « *Si, probablement, mais moi je ne pense pas que ça pourra me libérer.* » - C'est-à-dire « libérer » ? : « *... ben de me sentir pas honteuse avec ma petite vie.* » Avoir peur des autres parce que l'on a peur de soi, serait en quelque sorte l'explication de la non participation. C'est ce que dit ce membre actif d'*Arc en ciel* en expliquant

²⁰ On appelle « status » ce jeu de rôles, différent du « statut » qui évoque la position juridique d'un individu (Mendras, 1984 : 87).

que celles et ceux qui ne poursuivent pas après un premier contact « *sont trop dans l'individualisme et les autres les paralysent car ils ont peur de se découvrir, alors qu'au contraire ça leur ferait probablement le plus grand bien* », et d'ajouter : « *Ils sont dans l'attente et n'expriment pas pour l'instant de demande d'aide.* »

2.2. Processus de réduction des préjugés.

Les relations développées au sein des structures lèvent en même temps certains préjugés qui empêchent ou affaiblissent le sentiment et le désir du vivre ensemble. Cela peut être pensé comme l'une des fonctions de ces structures (c'est vrai au *Relais de voisinage* et à *Stop Misère !*, et plus encore à *Kiap* et à *Arc en ciel*), ou bien, à l'inverse, être fortuit comme au *PIMMS*. Dans tous les cas, le travail sur les préjugés porte sur la façon de juger à la fois soi-même et les autres. Il vise à corriger les représentations qui empêchent de se percevoir comme membre d'une société multiculturelle et multi classes, dont le quartier est pour une part le laboratoire. Mais parfois, ce processus trouve une dimension plus politique, quand les structures cherchent en plus à contrer les risques de retranchement communautaires que peuvent induire d'autres associations.

2.2.1. Déjouer les préjugés.

La réduction des préjugés est une fonction recherchée à *Arc en ciel*. Elle est au cœur de son activité principale qui est d'organiser des repas/débats, pour réunir le plus grand nombre autour de sujets de discussion (par exemple au cours de la dernière année : « *Fière d'être femme dans mon quartier* », « *Mon identité aux multiples racines* », « *Une femme qui a compté pour moi* »). Il s'agit à chaque fois de donner son avis en parlant de sa propre histoire, pour montrer la diversité des vies, des cultures, des sentiments. Ces moments toujours très conviviaux sont voulus pour permettre de découvrir l'autre dans ce qu'il paraît avoir de particulier ou de différent. La prise de parole se fait sans difficulté, pourtant elle est intense tant les personnes parviennent à se livrer devant les autres (et parfois à se délivrer). Elle contribue au processus de reconnaissance dans la mesure où les échanges créent des liens affectifs entre les personnes et permettent à chacun de percevoir l'estime des autres. Rappelons-nous que des femmes en particulier disent qu'*Arc en ciel* est leur (seconde) famille. Mais ces moments permettent aussi de découvrir et de mieux comprendre les valeurs, les croyances et les cultures de chacun. C'est le but poursuivi par cette association qui s'efforce de rassembler des personnes de nationalités et d'appartenances religieuses différentes. Au cours des entretiens, certains participants aux activités d'*Arc en ciel* ont admis « *être devenus moins racistes* », « *oser parler aux jeunes du quartier* », « *avoir engagé des relations avec des voisins qu'ils avaient en grippe sans savoir vraiment pourquoi, mais parce qu'ils sont différents* », etc.

A *Kiap*, le sport sert de vecteur pour réduire les préjugés. Confrontés à un problème de recrutement à l'identique, c'est-à-dire auprès de jeunes d'origine étrangère, magrébine principalement, l'animateur de l'association s'efforce, on l'a vu, de créer des rencontres sportives avec des jeunes des quartiers voisins avec lesquels des conflits entre bandes existent, mais aussi avec ceux d'une autre commune, parmi les plus riches de l'agglomération. Outre la nécessité d'organiser des compétitions nécessaires pour la vie du club de Taekwondo, l'objectif explicite est de permettre des rencontres avec d'autres jeunes, semblables ou pas, pour lisser des conflits et pour lever des représentations hostiles. Il s'agit de contrer des comportements grégaires qui poussent au repli et au clanisme. Il s'agit aussi de casser l'idée de territoires interdits, aux autres comme à soi. Un interlocuteur très informé sur le quartier, membre de la Confédération Syndicale des Familles (CSF) indique à sa façon l'importance du travail accompli : *« Je ne sais pas s'il y aurait des structures plus adaptées pour agir comme vous le dites sur les 'mises en capacité des gens à plus d'autonomie' ... Je ne sais pas trop. Mais si je prends l'exemple de Kiap, c'est un autre monde : il n'y a que des jeunes et c'est un lieu, si on veut s'en saisir, où les problèmes de fossé entre les jeunes et les adultes peuvent s'apaiser. Mais il y a des blocages de chaque côté. Des efforts sont à faire pour que des échanges se fassent, qu'on se mélange. Mais des fois il y a des réflexions racistes ou autres qui viennent tout gâcher, et qui poussent à se retrancher dans sa communauté pour ne plus avoir de problème. Tout le travail consiste à éviter ces retranchements, à les dépasser en faisant comprendre ce qui se passe et qu'il y a surtout à travailler pour que chacun se fasse respecter en respectant l'autre. C'est un travail énorme ; c'est vrai que là il faut mettre le paquet car on n'est plus à la seule échelle des cas individuels mais de populations entières. Si je prends l'exemple de ce que j'ai vécu il y a 30 ans, on ne parlait pas de mixité et ça ne posait pas de problème, les immigrés restaient entre eux, etc. Aujourd'hui on en est plus là, heureusement, sauf qu'on est tellement resté dans le mépris que le travail à faire pour reconnaître chacun comme il se doit est devenu colossal. »*

Le *Relais de voisinage* présente un autre cas de figure. La réduction des préjugés est moins une fonction principale que dans les deux structures précédentes. Rien n'est organisé directement dans ce sens. Cependant, le travail de production de l'estime de soi conduit également à lever des préjugés. En valorisant notamment les positions des personnes (le plus souvent des mères) au sein de la famille, l'animatrice s'efforce de les défaire d'idées préconçues qui les mettent à distance d'autres habitants et de professionnels du quartier. Elle cherche, par exemple, à les convaincre de leur capacité et de leur intérêt à s'activer avec d'autres pour que le bailleur remplisse correctement ses obligations, au lieu de renvoyer simplement la responsabilité de la saleté dans les montées à des voisins qu'elles ne savent pas aborder. De même avec l'école, lorsque de nombreux préjugés font que certains se tiennent à distance. Il s'agit alors de sortir des mères ou des pères, souvent d'origine étrangère, de l'idée qu'ils n'ont rien à dire, ni à demander aux enseignants, du fait qu'ils n'ont pas ou peu eu de

scolarité eux-mêmes, qu'ils maîtrisent plus ou moins le français et surtout les codes de l'école, ou que leur enfant est jugé « mauvais élève », « turbulent » ou « à problème ». Là encore, le but est d'éviter les retranchements qui éloignent des autres ou des institutions, et qui empêchent de comprendre et d'agir sur sa propre situation.

L'intention est semblable à *Stop Misère !*, sauf qu'ici elle redevient primordiale. Le groupe de parole fonctionne dans le but de lever des préjugés sur l'impossibilité d'agir sur les conditions de vie. A plusieurs reprises, les discussions au sein de cette structure abordent la question de la honte de paraître et de la culpabilité des parents de ne pas à être à la hauteur des événements, qui nourrissent aussi le phénomène de retranchement dont on parle depuis le début. « Paraître moins » dans une société qui oublie ses principes égalitaristes et qui fonctionne essentiellement sur « le paraître mieux que les autres » devient une souffrance. C'est que François Dubet signale en parlant d'« *inégalités multipliées* » qui exigent, poursuit-il, que se forme une politique de reconnaissance du sujet (Dubet, 2001). Ainsi, à la question de savoir ce que le collectif apporte aux personnes, les réponses vont systématiquement dans le même sens. D'abord, elles indiquent que le collectif permet « *de sortir de cette honte de ne pas arriver à s'en sortir tout seul... de cette honte, de cet individualisme, de cette honte individuelle.* » Ensuite, elles expliquent que ce qui compte « *c'est l'écoute de leur souffrance. Moi je crois vraiment que c'est écouter la personne et la reconnaître comme... la prendre au sérieux et lui dire 'Mais tu n'y es pour rien dans cette histoire ! C'est pas parce que tu n'as pas su faire !'. C'est une culpabilité. Continuellement, continuellement ! Encore une maman qui me dit 'Mon gosse il ne s'en sort pas à l'école !'. Ben alors, les gosses qui ne s'en sortent pas à l'école. Le nombre de parents... la culpabilité là, elle est énorme ! Il faut revaloriser les gens et leur faire comprendre que leur jugement compte et qu'elles sont capables [...] ces préjugés sont énormes d'autant qu'elles sentent à tort ou à raison qu'autour d'elles les gens vivent la même chose.* » Enfin, les réponses obtenues indiquent la dimension politique de cette lutte contre les préjugés et le déni de soi, dès lors qu'elle conduit les personnes à participer à une parole collective : « *Vraiment, les gens peuvent même pas imaginer que c'est un choix politique... que c'est politique le fait qu'ils puissent pas s'en sortir. Parce que déjà pouvoir se retrouver ici pour entendre des gens qui disent de sortir de tous ces 'Ah ben attention, je m'en sors pas, etc.' ; 'Mais qu'est-ce que je vais donner à manger à mes gosses ce soir ?'. Pouvoir déjà venir ici, participer au forum social. Sortir en disant 'il faut que je fasse corps avec d'autres', c'est déjà une démarche, c'est déjà une démarche qui sort les gens de leurs préjugés [...] oui, de classe !* » Pour les initiateurs de ce collectif, le groupe de parole et d'action qu'ils cherchent à constituer a pour fonction sociale de briser ces sentiments de honte et de culpabilité chez celles et ceux qui, sans estime d'eux-mêmes, se considèrent comme des perdants. Il cherche à éviter que les personnes rejettent en silence « *le mode dominant de solution des problèmes, qui est un mode collectif, macro-social, et institutionnel* »²¹, mais au

²¹ C'est de cette façon qu'Yves Barel caractérisait la « *marginalité invisible* » (Barel, 1984 : 45).

contraire cherchent à y accéder, par l'action collective, même si c'est en bousculant, modestement, certaines règles du jeu.

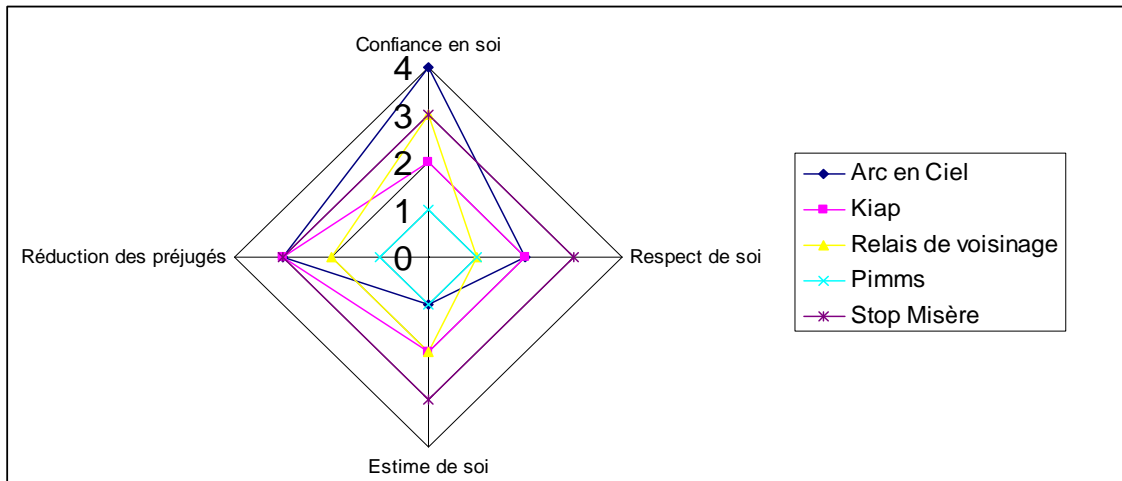
L'action du *PIMMS* se situe sur ce registre également, puisque sa localisation au cœur du quartier répond à un objectif de rapprochement. L'enquête que nous avons menée en 2006 avait souligné comment par sa localisation et son offre, le *PIMMS* réduit en partie des préjugés sur les services publics. De nombreux usagers expliquaient leur intérêt pour le *PIMMS* du fait de son caractère non administratif, ainsi que son utilité pour revenir dans des démarches administratives. Nous observons aujourd'hui que par son offre variée cette structure aide les usagers les plus réguliers à se percevoir comme des demandeurs légitimes de droits et de services et contribue, sans le chercher, à réévaluer l'image de soi dans la mesure où l'élocution ou la façon de se vêtir ne sont pas perçues comme des stigmates dans les relations de service.

Au total, il apparaît que les structures participent, chacune à leur manière, à des processus de reconnaissance et de réduction des préjugés. Il n'y a pas de classement hiérarchique à faire entre elles, toutes étant indépendantes les unes des autres. Il est cependant possible de les comparer, en fonction de leurs pratiques de production de reconnaissance et de réduction des préjugés (cf. Tableau 2). Nous avons donc établi quatre échelles numériques cardinales, pour indiquer les contenus de la confiance en soi, du respect de soi, de l'estime de soi et de la réduction des préjugés, produits dans chacune des structures :

Tableau 2 : Echelles de reconnaissances et de réduction des préjugés

Confiance en soi	Respect de soi	Estime de soi	Réduction des préjugés
1 = compréhension 2 = empathie 3 = compréhension + sollicitude 4 = sollicitude + empathie + sympathie	1 = droits sociaux 2 = droits politiques 3 = droits sociaux et politiques	1 = valorisation des expériences, savoirs, légitimités 2 = valorisation des expériences, savoirs, légitimités, et passage du perçu à l'analyse 3 = passage du perçu à l'analyse et valorisation de la prise de parole politique	1 = action fortuite 2 = action secondaire 3 = action principale

La représentation graphique des résultats, sous forme de « radar », montre que les processus de reconnaissance et de réduction des inégalités n'occupent pas les mêmes espaces. Il n'y a pas une dimension (confiance, respect, estime, préjugés) pour laquelle les pratiques sont les mêmes entre les structures. Si l'on parle en terme d'amplitude, il apparaît que *Stop Misère !* d'un côté et le *PIMMS* de l'autre sont aux deux extrêmes. Ce graphique montre que selon les modes d'interaction établis, les processus de production de reconnaissance et de réduction des préjugés n'ont pas la même portée.



2.2.2. Empêcher l'expression de particularismes.

Parfois les structures ont aussi pour objectif d'empêcher l'expression de particularismes. C'est explicitement le cas à *Arc en Ciel* et à *Kiap*, alors que cela ne nous est pas apparu ailleurs, même à *Stop Misère !* où, pourtant, la réduction des préjugés est également un objectif principal. Très clairement, ces deux associations ne laissent aucune place à des revendications qui pourraient constituer des obstacles au vivre ensemble dans le quartier et au-delà. Nous avons indiqué que leur action cherche à éviter la constitution d'entre soi qui pourrait aggraver la ségrégation sociale et la territorialisation du quartier. Mais plus que cela, leur fonctionnement est pensé comme une réponse à un risque possible de communautarisme. Malgré la discrétion ambiante sur le sujet, leur insistance sur le besoin d'aseptiser les relations de toute référence à la religion signale un souci devant les modes supposés de recrutement et de fonctionnement d'autres associations. Elles se projettent dans une conception de la laïcité qu'elles voudraient voir garantie à l'échelle du quartier. En mettant l'accent sur une division intangible entre les appartenances religieuses et l'espace public (rues, lieux où les habitants circulent et échangent), *Arc en ciel* et *Kiap* s'opposent à une « laïcité de reconnaissance » qui chercherait des accommodements raisonnables avec les expressions religieuses dès lors qu'elles ne briment pas les droits d'autrui²². En discutant avec plusieurs de leurs membres de nos difficultés à réaliser l'enquête dans d'autres structures du quartier, nous avons levé un peu le voile sur le risque qu'elles essaient de prévenir ou de contrer.

²² La figure de laïcité de reconnaissance repose sur « un postulat de l'autonomie morale de chaque individu dans la conduite de sa vie et dans le choix de ses conceptions du monde dans la mesure où elles ne portent pas une atteinte réelle à autrui ou à l'ordre public » (Milot 2008 : 63). Plus largement, voir Baubérot (2009). Elle est au cœur des débats de la politique d'accommodements mise en œuvre au Canada et au Québec, relancés récemment avec la Commission de consultation des pratiques d'accommodement coprésidée par le philosophe Charles Taylor, et par le témoignage de Djemila Benhabib auteur de *Ma vie à contre-coran* (2009, Montréal, Editions VLB).

Nous apprenons au cours de l'enquête que nous ne sommes pas les seuls à avoir obtenu une fin de non recevoir d'une autre association où nous voulions enquêter, Osmose, malgré des rencontres préalables et des courriers jusqu'à son président. Ainsi, un membre d'*Arc en ciel* nous explique : « *Osmose, on leur avait proposé de travailler ensemble au soutien scolaire. Pas de disponibilité et tout ça. Osmose se replie. Or sur un quartier les associations doivent échanger, sinon elles s'enferment à leur tour. Arc en ciel a aussi un problème d'enfermement, car comment renouveler l'offre, quelle offre claire on a pour amener des gens ? Les gens ont des attentes et on ne les satisfait pas comme ça. C'est le problème de l'offre qui s'essouffle, les nouveaux qui ne trouvent pas leur place, on ne leur donne pas.* » Parlant de cette association qui s'est spécialisée dans les activités périscolaires, il lance qu'Osmose n'a pas de difficulté pour trouver des participants en « *proposant d'alphabétiser par le Coran* ». Surpris par cette remarque, nous avons cherché à la comprendre et avons découvert à cette occasion qu'*Arc en ciel* comme *Kiap* cherchent à éviter un repli communautaire qui pourrait provenir d'autres associations. Aussi, en nous informant auprès d'un médiateur interculturel reconnu, qui est par ailleurs Imam, nous avons compris que non seulement nous n'avions aucune chance d'enquêter à Osmose, et pas plus à *L'Aube*, une autre association de Teisseire, mais surtout que ces structures poursuivent des buts très différents de celles où nous enquêtons. Ces deux associations culturelles nous sont en effet présentées comme la vitrine d'associations culturelles très actives dans la gestion de lieux de culte sur les quartiers. Proches de l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF), celles-ci ont pour objectif, nous dit-on, de faire vivre la foi et l'identité arabe.

Témoignage : « *Le retour du religieux existe chez les maghrébins vivant en France. Chez les personnes âgées cela correspond au besoin de se mettre en paix avec Dieu lorsqu'on se rapproche de la mort. Mais il y a aussi le développement d'associations culturelles, qui se réfèrent à la foi musulmane et proposent des projets à l'encontre des valeurs républicaines. Elles s'organisent à différentes échelles. De l'international au local et qui apparaissent parfois de façon très ostentatoire. Il y a le mouvement Tablighi Jamaat²³, son siège est en Palestine, très visible ; l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF). Ces associations recrutent uniquement des hommes, « les témoins d'Allah », beaucoup de prosélytisme pour prôner le retour de la foi. L'UOIF s'intéresse aux jeunes à partir de leurs difficultés. Elle constitue un public rigoriste de l'Islam. Cela a pour effet des replis (le non-recours à la cantine par exemple) et donc un retour du fait religieux. [...] Aujourd'hui, des enfants de 12 ans revendiquent leur identité arabe, cela entraîne des tensions dans leur environnement. Une association de soutien scolaire sur Teisseire, *L'Aube*²⁴, créée par la Mosquée de Grenoble développe des actions vers les jeunes. Les élus commencent à s'interroger. Les salles de prière ont changé de stratégies et créent des associations contrôlées par les Imams. Il y a un enseignement religieux, sous*

²³ L'Association pour la prédication, fondé en 1920. L'activité missionnaire de ce mouvement vise à faire revivre la foi des musulmans du monde entier, dans le cadre d'une interprétation littéraliste de celle-ci.

²⁴ En référence à la 113^{ème} Sourate intitulée « L'Aube naissante », alors que l'idée d'osmose est également présente dans plusieurs Sourates.

couvert d'apprendre l'arabe, via le Coran. Il est clair qu'il y a de moins en moins d'enfants à la Maison de l'Enfance et de plus en plus à L'Aube. [...] C'est la même chose avec Osmose. Avant c'était l'association Jeunesse et Culture. Elle s'est rapprochée de l'association Foot Villeneuve. L'AJC existe toujours et gère le lieu de culte aujourd'hui. Osmose est son pendant culturel, qui curieusement obtient des moyens publics pour réunir des jeunes pour des groupes de prière ... » Pris comme tel, ce témoignage laisse penser que la Villeneuve et Teisseire, comme d'autres quartiers, font l'objet d'offres associatives différentes, éventuellement concurrentes. Les unes visent à dépasser les différences et à faciliter le mélange, d'autres, à l'inverse, cherchent à faciliter l'expression d'une identité particulière, en jouant sur un pathos (où un moyen de conviction) dans lequel « *la religion et la foi menacées* » sont des thèmes récurrents.

Faisant alors l'hypothèse d'une différenciation dans l'offre associative, nous avons cherché à la vérifier en recueillant des informations dans un autre quartier d'habitat social, Mistral, auprès de professionnels du Centre social. Voulant comprendre ce qu'il peut en être ailleurs, nous nous sommes intéressés à une association anciennement implantée, l'*Association Locale des Femmes Algériennes, Alfa*. Quelques entretiens dans l'association et à l'extérieur signalent une prégnance du religieux là où précédemment il semblait absent, ou en tout cas en retrait. Jusqu'à une période récente, cette association participait activement à la vie du quartier au travers d'échanges permanents avec d'autres structures : Centre social, Centre de santé, Planning familial, etc, dans le but de favoriser l'émancipation sociale des populations et en particulier des femmes étrangères, souvent d'origine rurale. Ainsi, « *Alfa à l'époque regroupait des femmes pour discuter, prendre le café... Son animatrice faisait intervenir différentes personnes pour des débats. Le but était de rendre à l'aise ces femmes avec leur religion dans la société française. Ces femmes musulmanes traditionnelles, empreintes de codes locaux n'avaient aucun problème avec la laïcité. On pouvait ainsi aborder beaucoup de thèmes concernant directement leur rôle et place de femme, mère, épouse, habitante, citoyenne.* » Aujourd'hui, l'association apparaît sur une position de repli. Certains avis sont même catégoriques : « *Alfa ne joue plus la vie associative car elle ne s'ouvre plus aux autres.* » Là encore des liens avec l'association culturelle du quartier sont mentionnés. Poussés par cette question non posée au départ, du « retour du religieux », nous avons cherché en retour d'autres signes de son organisation à la Villeneuve. Le médiateur/Imam que nous rencontrons une nouvelle fois à la fin de la recherche en apporte. Il nous cite notamment l'installation d'une « école musulmane » à la Villeneuve, joliment appelée *La Plume* pour poursuivre dans les références et le symbolisme religieux²⁵, qui selon lui connaît un grand succès. Installée récemment dans des locaux libérés dans la zone d'activités qui borde le quartier, cette école répond aux besoins de nombreux parents désireux que leurs enfants découvrent et vivent leur

²⁵ La Plume est le nom de la 68^{ème} Sourate, qui comporte en début le verset suivant adressé au Prophète : « *Les mécréants te traitent d'insensé alors que le Livre que tu présentes et la sublime conduite qui est la tienne suffisent à eux seuls à réfuter leurs accusations infondées. Ils sauront bientôt qui était insensé et qui était sain d'esprit. Aussi ne cède pas devant les clameurs des opposants qui se déchaînent contre toi, car tout ceci n'a d'autre but que de t'intimider et de t'amener à accepter un compromis avec eux.* »

arabité, à la fois l'islam et la langue. Il nous parle également de l'organisation par ces consortiums culturels et culturels de « *chorbas pour tous* » à Teisseirre, dont il explique comment elles servent à attirer ou à détourner des publics une fois que d'autres associations, qui ont contribué au lancement du projet, sont mises sur la touche. Une discussion à la marge de cette recherche avec une représentante bien informée de l'Association des centres de santé de Grenoble²⁶ signale une difficulté à amener aujourd'hui des jeunes vers des actions de sensibilisation à partir de questions de santé (assumer son corps et son genre ; pratique du sport et liberté de son corps ; etc.). Semble-t-il qu'à la Villeneuve son partenariat avec *Osmose* n'a pas ou plus l'effet d'entraînement recherché. Si *Osmose* trouve son compte apparemment (ouverture à d'autres associations, participation à la vie du quartier), l'autre structure qui la fait apparaître dans le champ de la santé, moins.

Cette offre qui prend en compte les appartenances communautaires et religieuses d'une partie de la population des quartiers appartient à l'évidence au paysage associatif local. Elle rencontre une demande et semble répondre à un besoin, et la Ville lui apporte des soutiens. Il est néanmoins vraisemblable qu'au travers de modes d'interaction et de production de socialité différents, ces autres associations poussent dans le sens d'une organisation de type communautariste de la société locale. Très tranché dans son analyse, notre interlocuteur principal sur ces questions considère que cette offre associative se développe sur les quartiers et fait partie d'un programme d'islam politique poussé par l'UOIF et d'autres organisations internationales.

Nous sommes bien en mal de confirmer ou d'infirmer un tel point de vue. En revanche, il nous rend différemment attentifs aux associations prises pour objet d'étude. Remonte alors une interprétation nouvelle de quelques-uns de nos constats. En particulier nous comprenons autrement le besoin de *Kiap* et d'*Arc en ciel* d'élargir leurs offres et de renouveler leurs publics. Par exemple, l'activité repas partagé, ou chorba pour tous paraît d'un coup moins débonnaire. Il s'agit aussi d'occuper le terrain que d'autres pourraient prendre à d'autres fins. L'envie de nombreux membres d'*Arc en Ciel* d'ouvrir à un nombre plus grand les repas collectifs et les repas partagés, et l'intérêt de trouver un local plus spacieux prennent un sens différent. Il s'agit de se positionner en prévision d'une concurrence possible avec des associations aux buts opposés aux siens. La fermeté avec laquelle on nous a affirmé lors de nos premières rencontres que l'association prône le mélange des cultures et rejette toute forme de prosélytisme nous avait étonné ; on lui trouve maintenant un sens. *Kiap* ne laisse pas non plus passer le coche : « *Kiap organise le Ramadan dans le but de mélanger les habitants sur l'idée du partage, pas pour parler de religion. C'est le message du vivre ensemble, une nouvelle fois. Toujours le même objectif.* » Mais *Kiap* dispose d'autres ressources, car cette association a davantage de capacité à élargir son offre d'activités. C'est d'ailleurs dans l'intention de prendre position qu'elle imagine une stratégie de plus long terme, comme nous l'explique un membre de

²⁶ Cette association de plus de trente ans dispose de cinq centres, dont 2 sur la Villeneuve.

son conseil d'administration : « *Le repli communautaire se ressent beaucoup. Du coup, le problème des associations, des collectifs c'est de devenir des chasses gardées, et c'est ce qui se passe parfois ! [...]* C'est pour ça qu'on cherche aussi des réponses à long terme. Par exemple, en pensant aujourd'hui à une activité « Cirque » on vise à proposer des activités motricité aux plus jeunes pour atteindre les jeunes parents sur des questions qui ont du sens pour eux. Là on travaille avec la Maison des habitants et celle des parents. C'est un pari sur l'avenir ! Montrer que l'offre sait évoluer et que le quartier peut avoir plein de ressources. [...] Bien sûr on a un intérêt d'association en diversifiant l'offre pour élargir le public et donc les moyens. Pas dans une logique commerciale, de faire venir des gens dans un seul but de plus de cotisants, mais pour que les habitants portent des demandes. Ils ont à créer des choses pour eux-mêmes, avec leurs enfants, etc., c'est cet élan de création qu'il faut soutenir. C'est pas un esprit de consommation qu'on développe mais un esprit de demandeur. » De bien être ? « *Oui on peut dire comme ça, c'est donner l'idée qu'on peut faire des choses intéressantes pour soi, avec d'autres, que c'est en saisissant des possibilités qu'on se réalise, pas en se morfondant.* »

En comprenant en fin de recherche pourquoi notre demande d'enquête auprès d'une association a échoué, certaines des structures les plus explicitement engagées dans la réduction des préjugés apparaissent donc sous un jour différent. Alors que nous cherchons à repérer et à signifier le rôle social et politique de ces structures au travers de ce qu'elles apportent aux personnes qui y participent, nous notons maintenant la place qu'elles tentent d'avoir par rapport à des évolutions qui peuvent marquer l'organisation sociale des quartiers dans un sens contraire à celui qu'elles défendent. Si ces préoccupations sont en arrière plan des objectifs visés par des associations comme *Arc en ciel* et *Kiap*, elles donnent une importance générale, collective et non plus individuelle, au rôle de fabrique de citoyennetés, sur lequel nous revenons maintenant pour lier la question de la production de reconnaissance à celle de la citoyenneté urbaine évoquée en introduction.

2.3. Relations à la citoyenneté.

Prenant la citoyenneté dans sa relation à la question de l'identitaire, ce double processus de reconnaissance et de réduction des préjugés aide, celles et ceux qui participent à ces structures, à se percevoir comme des individus, à la fois, dignes d'intérêt et reliés aux autres, et pouvant et devant répondre de leur vie et de leur milieu pour agir sur les événements.

Sans pouvoir mesurer les effets profonds et durables de ces processus, il est néanmoins significatif d'observer que les réponses aux questions posées dans les enquêtes sur l'intérêt de participer à ces structures convergent sur un point principal : le fait que les personnes déclarent

être considérées dans leur individualité. Sur le fond, les témoignages recueillis indiquent que la fréquentation de ces structures aide les personnes qui parviennent à y participer à ne plus se considérer comme « ablatives », c'est-à-dire à ne plus se percevoir uniquement par rapport à des manques, des difficultés, des accidents de la vie, mais comme des individus dépendants d'eux-mêmes.

Cette reconnaissance de l'individu, minorée ou carrément indécible dans les acceptions holistes de la citoyenneté pensée en termes de droits politiques et sociaux, est au commencement de la citoyenneté dans son acception identitaire contemporaine (Garrau, Le Goff, 2007). Elle reforme « *la capacité d'être un individu* » au-delà de la vulnérabilité et de l'invisibilité de la personne. Pour autant, la citoyenneté (re)construite à partir d'une production de socialité²⁷ ne se situe pas simplement au plan des identités individuelles. Elle concerne également la possibilité d'agir, en tant que pair, à la vie sociale. Nancy Fraser, dans son débat avec Axel Honneth, insiste fortement sur la reconnaissance comme question de justice sociale en indiquant que le déni de reconnaissance n'est pas simplement une représentation dépréciée ou hostile de l'individu, mais aussi (essentiellement, pour elle) un empêchement de participer à la redistribution de droits sociaux et politiques, conçus comme vecteur de liberté, d'autonomie et d'émancipation (Fraser, Honneth, 2003). Pour Fraser, le concept de reconnaissance définit les conditions d'une société juste ayant pour objectif la reconnaissance de la dignité individuelle de tout un chacun. Aussi, son cadre théorique donne-t-il une place centrale au principe de participation à la redistribution. Traiter la question de la reconnaissance, non pas seulement comme une question d'identité, mais aussi comme une question de justice nous paraît donc avoir l'avantage de relier, aussi sur le plan des droits, la reconnaissance à la citoyenneté. Tout simplement parce qu'en levant l'empêchement de participer à cette redistribution, le processus de reconnaissance mis en œuvre à travers la production de socialité, incite ou favorise l'accès des personnes aux dispositifs institués de la citoyenneté sociale et politique. Dit autrement, ce processus joue la fonction correctrice que Jacques Donzelot attribue à la citoyenneté urbaine, qui se caractérise, selon lui, par un objectif d'augmentation de l'égalité des chances « *pour prendre en compte les défaveurs [et enrayer les retranchements] dont pâtit une partie de la population en raison de sa marginalisation relative dans le territoire urbain.* » (Donzelot, 2008 : 66).

C'est pourquoi nous avons cherché à relever les effets du processus de production de reconnaissance sur les comportements des personnes, au-delà de leur participation à ces structures. Le classement de ces effets permet de retrouver des « traces » d'une citoyenneté politique et d'une citoyenneté sociale liées – selon les personnes – à la fréquentation de ces structures. Il indique en quoi les modes d'interaction, ou collectifs, que nous avons étudiés contribuent à l'expression d'une citoyenneté urbaine.

²⁷ Pour rappel, la socialité a été définie ici comme la capacité à former des liens sociaux qui peuvent les aider à acquérir ou reconquérir à la fois une « confiance en soi », un « respect de soi » et une « estime de soi. »

Tableau 3 : Les effets de la reconnaissance sur l'accès aux dispositifs de citoyenneté.

	Effets sur l'accès à des dispositifs de la citoyenneté politique	Effets sur l'accès à des dispositifs de la citoyenneté sociale
Relais de Voisinage		Contestation de décisions administratives. Usage des possibilités de médiation pour bénéficier de l'aide sociale, accéder à des services spécialisés. Engagement de démarches pour un logement, une formation, du travail.
Arc en ciel	Prise de responsabilités associatives en dehors d'Arc en ciel, parfois en dehors du quartier. Implication dans d'autres associations sur le quartier. Prise de parole (beaucoup plus rare) dans des réunions publiques (type comité de quartier). Implication (dans des organisations politiques lors des dernières élections municipales ou dans des instances « para municipales » (type Union de quartier).	Intervention auprès des bailleurs sociaux pour signaler de mauvais fonctionnements ou demander des comptes. Intervention auprès des professionnels rencontrés à Arc en ciel pour faire état de difficultés dans l'accès à des droits.
Kiap	Inscription de jeunes sur les listes électorales. Participation à des manifestations politiques.	
Stop Misère !	Participation à des groupes de travail avec des intervenants sociaux Participation à des forums sociaux et autres manifestations publiques. Présentation de demandes de transformations de règles institutionnelles concernant la définition et l'accès à des aides ou à des dispositifs sociaux.	Contestations de décisions administratives, recherche de recours, publicisation des injustices administratives
PIMMS		Usage des possibilités de médiation pour faire valoir des droits, accéder à l'aide sociale.

Le moteur de la mobilisation pour faire valoir des droits politiques et sociaux réside dans la confiance, le respect et l'estime retrouvés, dans les encouragements prodigués dans les groupes, mais également dans les informations utiles et l'aide (notamment en terme d'accompagnement) obtenues en leur sein. C'est l'ensemble des relations interpersonnelles produites ou permises au sein des structures, difficilement sécables (en tout cas à partir de nos enquêtes), qui agit sur chacun : « *N'être pas seul ça fait réagir. C'est-à-dire que ça permet de comprendre sa situation, de voir qu'elle n'est pas unique et de sortir des préconçus, comme quoi on n'y peut rien, que c'est la fatalité* ». Les structures fonctionnent comme fabriques de citoyenneté parce qu'elles permettent aux personnes de sortir de l'idée que la société où elles vivent, à l'échelle du quartier et au-delà, est réductible au monde des « *perdants* », des « *laissés pour compte* », ou des « *discriminés* » dans lequel elles seraient, opposé à un monde inverse qui les ignorerait ou les mépriserait.

*
* *
*

S'adressant à des personnes isolées ou à des groupes se percevant comme relégués et discriminés, les structures tendent à les (re)socialiser. Dans son approche de la citoyenneté des personnes les plus désocialisées, Serge Paugam précise que le lien de citoyenneté n'est pas un substitut aux autres liens, mais que la citoyenneté correspond à une forme de transcendance des appartenances familiales, ethniques, sociales et religieuses (Paugam, 2005 : 253). C'est, nous semble-t-il, à cet élargissement des appartenances que ces structures œuvrent plus ou moins explicitement et intensément. D'où l'importance de la question que nous abordons en conclusion, de la reconnaissance par les autorités locales du travail accompli par ces structures. Toutefois, ce n'est pas leur seul apport, ni peut-être même le plus important. En effet, ces structures cherchent également à ce que les personnes incorporent une image de la société comme « *zone grise* »²⁸. C'est l'idée que nous vivons dans mondes sociaux indifférents sinon hostiles entre eux, dans laquelle les inégalités sociales certes divisent, mais dans laquelle en même temps chacun – qu'il soit : pauvre ou riche, désocialisé ou socialisé, etc. – est amené en permanence à miser sur sa capacité à être un individu pour agir sur les événements. A aucun moment nous n'avons trouvé de visions enchantées du quartier (et du reste d'ailleurs). En revanche, une sorte de mot d'ordre général, optimiste sur le fond, se dégage pour retrouver de la combativité, dans la socialité, par la convivialité. C'est donc aussi un processus d'inculcation d'une représentation commune de soi et des autres – au-delà de différences qui ne peuvent s'effacer, mais qui ne doivent pas non plus prendre le dessus au risque sinon d'aggraver les replis et de renforcer les frontières – qui est visé. Ce processus donne des moyens et surtout l'envie de réagir aux injustices. Il amène des participants à se comporter en individus sociaux, rationnels et moraux, et à aller davantage vers leurs droits sociaux et politiques. Les extraits d'entretiens et de témoignages présentés au fil du rapport en donnent un aperçu, même si d'autres enquêtes seraient nécessaires pour valider cette relation possible entre construction de collectifs, production de socialité, reconnaissance sociale et fabrique de citoyenneté.

²⁸ La référence à la « *zone grise* », terme de Primo Lévi définissant le rapport des individus entre eux au sein des Lagers (Levi, 1986 : 36-38), est évidemment totalement sortie de son contexte ici. Pour autant, l'idée que contient ce terme, selon laquelle la condition humaine réside dans la transgression des appartenances et des places, nous paraît être au cœur même de l'action produite par ces structures, qui vise à réduire les tendances centripètes, individuelles ou collectives, qui font obstacle à l'intégration sociale.

CONCLUSION.

Le rôle social et politique de ces structures mériterait d'être précisé et mieux expliqué. Cependant, le matériau présenté montre ce que ces structures apportent à celles et ceux qui y participent, et comment. Entre la production de reconnaissances individuelles et la mise en avant de valeurs de commune appartenance, elles constituent, nous semble-t-il, des lieux discrets de production de citoyenneté en aidant, et l'être soi et l'être ensemble, qui nécessairement vont de pair. Elles organisent cet indispensable « détour par les autres » qui permet à celles et ceux qui s'isolent et ruminent, se laissent déborder ou abandonnent, ... de retrouver confiance, respect et estime. S'il faut garder une seule idée de cette enquête, c'est bien celle de cette possibilité de produire de la reconnaissance à partir des ressources du quartier.

Pour finir, reprenons la question de la reconnaissance, mais d'une autre façon et dans un autre but : pour une série d'ultimes remarques sur la faible, sinon inexistante, reconnaissance institutionnelle de ces structures comme fabriques de citoyenneté. On ne peut en effet laisser de côté cet autre constat, qui permet de rendre compte à la fois du mérite de ces structures d'exister et de leur fragilité.

La reconnaissance institutionnelle ne réside pas simplement dans les moyens qui sont apportés à ces structures (ou qui ne le sont pas, ou mal²⁹), mais principalement dans la compréhension de leurs pratiques. De ce point de vue, les pouvoirs locaux (Conseil général, Municipalité, Centre communal d'action sociale, Régie de quartier), mais aussi les entreprises ou les organismes sociaux (pour ce qui est du PIMMS) qui sont parfois leur donneur d'ordre, peuvent-ils percevoir ce qu'elles apportent réellement aux personnes qui les fréquentent et au quartier ? Ce n'est pas certain. Il est probable même que la perception de ces structures comme fabriques de citoyenneté échappe assez largement aux acteurs institutionnels qui contribuent à les faire fonctionner. Ce n'est pas du tout par manque d'intérêt, mais à cause de l'absence de visibilité du travail accompli. Sur ce plan, deux explications se dégagent de nos enquêtes, sur lesquelles nous voulons terminer : la vulnérabilité de structures situées aux confins des politiques locales, et l'inexistence de ces structures comme acteurs collectifs.

²⁹ Faisant le choix de parler des apports pour les participants, nous avons volontairement laissé de côté ces aspects, en accord avec le comité de pilotage du programme « Citoyenneté urbaine ». Ceci dit, ce ne sont pas les observations qui manquent. Entre toutes, le montant symbolique des subventions et la précarité des postes d'animateur, quand c'est le cas, ne peuvent cacher d'autres questions d'importance qui apparaissent parfois : allant de l'incompréhension des services administratifs qui bloquent de façon ridicule des projets et ruinent des efforts difficiles, envers lesquels des élus informés pourraient davantage agir, à l'absence de réflexion de fond sur les lieux (locaux, espaces dédiés aux structures et aux activités) – nous l'avons vu en participant à des conseils d'administration – alors que la répartition de cette autre ressource rare pose clairement la question des associations à avantager.

Tableau 4 : Vulnérabilité des structures.

	Situation	Place, rôle, risque de vulnérabilité
Relais de Voisinage	Origine : municipale	<p>Place : outil de la politique du développement social et territorial confiée par la Ville à la Régie de quartier.</p> <p>Rôle : prestataire de services.</p> <p>Risque : dépendance par rapport aux objectifs de la Régie. Exemples : délocalisation forcée créant un sentiment d'abandon de la part des participants du secteur de la 1^{ère} implantation ; subordination croissante à des objectifs particuliers : propreté du quartier, occupation des espaces publics par les adolescents.</p> <p>Conséquence : départ de l'animatrice professionnelle, dilution de « l'esprit » lieu d'écoute et de médiation et probablement fin du travail de (re)mise en capacité.</p>
	Statut : dispositif Régie de quartier	
	Professionnels : 1 poste	
	Missions assignées : lieu d'écoute et de médiation	
	Ressources : poste + appartement mis à disposition	
	Localisation : appartement + Régie de quartier	
Kiap	Origine : municipale - politique de la Ville	<p>Place : outil de la politique du développement social et territorial.</p> <p>Rôle : indéfini : ni association indépendante, ni prestataire de services.</p> <p>Risque : perception floue de la situation de <i>Kiap</i> par rapport aux acteurs associatifs et institutionnels du quartier, alors que <i>Kiap</i> diversifie ses activités (du Taekwondo, à des activités de bien être et de gym pour population féminine, et de soutien périscolaire) dans le but de mélanger les publics et d'assurer sa pérennité par la démonstration de son développement.</p> <p>Conséquence : incertitude sur la stabilisation du poste du principal animateur vu l'évolution « associative » de la structure. Possibilité d'un départ de cet animateur ; ce qui mettrait fin au travail en profondeur mené notamment vers les jeunes du quartier.</p>
	Statut : association	
	Professionnels : 1,5 poste contrat adultes relais	
	Missions assignées : lieu d'accueil et de convivialité	
	Ressources : poste + local + subventions	
	Localisation : local + accès à salles de sport	
Arc en ciel	Origine : habitants	<p>Place : bénéficiaire de la politique associative sur le quartier</p> <p>Rôle : association d'habitants mais aussi acteur consulté par des acteurs institutionnels du quartier (Union de quartier, Centre social), ou mobilisé pour des médiations informelles (Collège)</p> <p>Risque : confusion des genre « association d'habitants » / « association de quartier » se mêlant aux professionnels et institutions du quartier.</p> <p>Conséquence : possibles dissension sur les objectifs de l'association et l'organisation de ses activités. Exemple : l'organisation des « repas partagés », temps fort de la structures, pour laquelle deux logiques semblent s'opposer, celle de l'ouverture au plus grand nombre d'habitants et celle du mélange réduit avec des professionnels et commerçants du quartier.</p>
	Statut : association	
	Professionnels : non	
	Missions assignées : non	
	Ressources : subventions Ville et Conseil général	
	Localisation : local mis à disposition	
PIMMS	Origine : municipale et entreprises	<p>Place : outil d'une politique mixte – publique/privée – de développement territorial.</p> <p>Rôle : enseigne d'entreprises et d'organismes sociaux.</p> <p>Risque : représentation confuse de la présence du <i>PIMMS</i> sur le quartier par des acteurs institutionnels (CCAS, élus du secteur) qui s'inquiètent de la qualité de son offre et s'interrogent sur un intérêt manifeste pour une population qui déserte par ailleurs les équipements sociaux et culturels du quartier.</p> <p>Conséquence : réflexion en cours du côté du CCAS pour voir si le <i>PIMMS</i> peut être associé aux objectifs de sa politique sur le quartier.</p>
	Statut : association	
	Professionnels : 1 poste de direction, 3 vacataires	
	Missions assignées : information, médiation, services	
	Ressources : postes + formations + local	
	Localisation : local mis à disposition	
Stop Misère !	Origine : habitants et professionnelle du Centre social	<p>Place : bénéficiaire de la politique active du Centre social en direction des populations du quartier.</p> <p>Rôle : collectif d'habitants, acteur collectif.</p> <p>Risque : incompréhension sur l'objectif implicite d'une reconnaissance institutionnelle du collectif ; d'où risques de confusion avec les groupes techniques mixtes mis en place par le Centre social, de politisation de la démarche et incompréhension de la population et des partenaires immédiats.</p> <p>Conséquence : réflexion sur le mode de « recrutement » et sur la place du collectif dans les actions collectives qui l'ont précédé et qui se poursuivent (forums sociaux).</p>
	Statut : aucun	
	Professionnels : non	
	Missions assignées : participation des habitants	
	Ressources : prêtées par le Centre social	
	Localisation : accueilli par le Centre social	

L'origine, le statut, la présence de professionnels ou pas, l'existence ou non de missions assignées par des acteurs institutionnels, les ressources, la localisation sont des paramètres qui permettent d'identifier la place et le rôle de ces structures dans les politiques associatives et de développement social et territorial mises en œuvre dans les quartiers. Leur inventaire, résumé dans le tableau ci-dessus, indique un risque de vulnérabilité en termes de dépendance et d'incertaine pérennité. Or le peu de visibilité du travail réalisé les expose d'autant plus aux difficultés qu'engendre nécessairement cette vulnérabilité. Les comptes rendus d'activités que produisent les structures (voir les rapports annuels d'activités produits pour les conseils d'administration) indiquent essentiellement les actions menées et les effectifs concernés, mais en aucun cas ils n'apportent d'éléments d'appréciation sur ce qu'elles apportent effectivement aux participants et plus largement au quartier. Dans ces conditions, il n'existe pas véritablement d'occasions de débattre des logiques d'action qui sont poursuivies et des résultats, à partir desquels les questions des moyens et des besoins (personnel, finances, locaux, partenariats) pouvant être posées les reconnaîtraient comme ressources pour le quartier et pas simplement comme acteurs du quartier. Une chose est de comptabiliser ce qu'elles font, une autre est de comprendre ce qu'elles apportent. Dit autrement, en offrant aucun repère sur ce qu'elles produisent concrètement pour les personnes, ces structures restent à la marge des politiques locales du développement social alors qu'elles y contribuent pleinement. La question de l'évaluation des effets de leurs actions sur les comportements individuels et collectifs apparaît donc comme cruciale. La recherche dont nous rendons compte ici peut apporter quelques éléments pour y contribuer.

Mais il existe une autre explication à ce manque de reconnaissance : la quasi-inexistence de ces structures comme acteurs collectifs.

Tableau 5 : Inexistence comme acteurs collectifs.

	Relation au pouvoir politique local	Identification à des collectifs	Effet, conséquence et risque encouru
Relais de Voisinage	Faible. Par l'intermédiaire de la Règle de quartier, dont certains acteurs sont en lien direct avec la municipalité. Dans une position subordonnée.	Inexistante. L'animatrice ayant une approche psychologique et non politique des effets produits sur les personnes, elle n'organise pas la structure comme collectif. De plus elle a quitté la structure.	Effet : pas de visibilité du travail accompli pour le politique, qui ne peut donc imaginer la fonction de fabrique de citoyenneté du Relais de voisinage. Conséquence : la structure subit un démantèlement de sa logique d'origine, malgré l'effort – trop timide – fait pour rendre compte du travail accompli. Risque : dédifférenciation et banalisation.

Klap	Moyenne. Par des relations directes à des élus pour des questions concernant directement l'association (lors des séances du conseil d'administration ou en dehors). .	Inexistante. <i>Klap</i> n'apparaît pas sur des scènes politiques. Mais on peut considérer que l'association agit dans une certaine mesure comme collectif en interne : production de signification, constitution d'une cause commune (respect, civilité), diagnostic des situations (exemple : analyse collective de comportements violents).	Effet : pas de visibilité du travail accompli pour le politique, qui ne peut donc imaginer la fonction de fabrique de citoyenneté de <i>Klap</i> . Conséquences : l'association a des difficultés pour mener ses actions dans le but de la découverte de l'autre (exemple : refus de subventions pour associer des jeunes de milieux sociaux très différents autour de rencontres sportives de la part du service concerné – pas de relais politique pour expliquer l'importance de l'action et demander une dérogation à une simple réglementation). Risque : dédifférenciation et banalisation.
Arc en ciel	Forte. Par la participation politique de certains membres influents à des partis ou groupes de la majorité municipale ou à des réseaux politiques ; par l'implication régulière d'élus départementaux ou municipaux aux instances de l'association ; par la présence d'Arc en ciel dans les instances d'autres associations ou institutions du quartier (Union de quartier, Maison des habitants, ...).	Inexistante. <i>Arc en ciel</i> est trop proche du pouvoir politique local pour s'ériger en collectif autonome. On assiste plutôt à ce que l'on peut appeler une conception « guédiste » de l'association, par analogie avec le syndicat « bras armé » du politique.	Effet : portage partiel du travail accompli vers le politique qui ne peut donc percevoir dans le détail la fonction de fabrique de citoyenneté d' <i>Arc en ciel</i> . Conséquence : l'association est traversée de tensions du fait d'un décalage entre son fonctionnement réel producteur de reconnaissances et la représentation qui en est faite à l'extérieur. Risque : abandon par incompréhension ou désintérêt.
Stop Misère !	Forte. Par l'organisation de forums sociaux réguliers, qui se poursuivent parfois par des échanges plus techniques sur certaines propositions / revendications	Forte. <i>Stop Misère !</i> agit comme acteur collectif. Mais cette structure jeune peine à trouver des membres ; sa durée est incertaine, d'autant que le Centre social qui est son principal soutien a perdu l'élément moteur qui depuis des années animait la dynamique participative.	Effet : relativement forte visibilité d'un collectif qui s'est à peine structuré. Conséquence : essoufflement rapide de ses fondateurs et quelques membres. Risque : disparition à court ou moyen terme.
PIMMS	Faible. De rares relations avec des élus pour des questions concernant directement la structure.	Inexistante. Le <i>PIMMS</i> est tenu à un rôle de prestataire de service.	Effet : pas de visibilité du travail accompli pour les entreprises « franchiseuses » et la municipalité. Conséquence : mise à l'écart des autres acteurs du quartier. Risque : état de survie permanent.

Hormis *Stop Misère !* – mais on a vu sa fragilité –, les structures étudiées restent à l'écart d'une action collective, au sens où elles ne cherchent pas à intervenir dans l'espace politique en portant des revendications pour corriger un ordre social perturbé ou pour s'affirmer comme source de régulation de rapports sociaux (Fillieule, Péchu, 1993 ; Chazel, 1993). Leur non implication – sauf pour l'une d'entre elles – dans l'espace politique dépend de deux facteurs principalement : leur faible rapport au pouvoir politique local (hormis au travers de relations interpersonnelles ou d'engagements militants et politiques parfois) et leur non fonctionnement comme acteurs collectifs, c'est-à-dire comme des organisations qui produisent de la signification et l'expriment publiquement, constituent des causes publiques, diagnostiquent des situations, organisent durablement des individus et motivent leur engagement (Cefaï, Trom, 2001).

Cette situation, également, contribue à la faible visibilité des effets produits sur les participants. Elle ne permet pas d'élaborer une représentation de « *quartier ressource* » mettant en avant les dynamiques internes aux territoires qui favorisent l'élévation de la capacité d'agir des habitants

(Bernard, Potvin *et al*, 2007). Probablement, elle laisse aussi dans l'ombre la portée politique des actions menées par endroits pour contrer la montée d'une forme de communautarisme associatif qui semble se développer. Cette invisibilité crée en revanche un espace pour des associations qui savent donner aux autorités locales une représentation d'elles-mêmes conforme mais incomplète, qui, pour le moins, peut ouvrir la porte à des accommodements confus avec les valeurs laïques et républicaines.

La reconnaissance de ces fabriques de citoyenneté est par conséquent un enjeu collectif, tant pour leur apport pour les habitants que pour l'organisation générale de la cité. Elle est aussi une question, car le risque existe qu'une reconnaissance institutionnelle coupe aussi ces structures des habitants. Il a été signalé à plusieurs reprises dans ce rapport. Mais une marge existe, sans doute, tant que cette reconnaissance les tient à distance de la vie politique locale, pour éviter les travers de « l'associationnisme » des années 1960 et 70³⁰, qui a transformé tant de fabriques de citoyenneté en fabriques du pouvoir local, et les a finalement détruites.

³⁰ A cette époque, la question du cadre de vie le moyen offre la possibilité à la fois de rassembler les revendications urbaines et de capter l'attention des classes moyennes dans un projet politique de conquête de pouvoir, d'autant qu'il donne naissance à un nouveau syndicalisme (Caroux-Chamozzi, Caroux, 1981). Elle déroule tout un vocabulaire illustré par des expérimentations locales, « le participationnisme », « l'associationnisme », « la démocratie locale », et dénonce les collusions de l'État central et des notables locaux, incapables de comprendre les aspirations nouvelles (Grémion, 1976 ; Conan, 1976).

EPILOGUE.

« Le projet de renouvellement urbain [...] et les travaux d'aménagement urbain [...] pour indispensables qu'ils soient, ne seront cependant pas suffisants pour résoudre l'ensemble des difficultés auxquelles nous sommes collectivement confrontés dans le quartier de la Villeneuve. [...] Nous mobilisons déjà des moyens importants dans le domaine de l'éducation, de l'animation et de la prévention. Sur ces différents aspects, nous sommes conscients qu'il faut faire plus et mieux, notamment en direction des jeunes avec lesquels il nous faut collectivement parvenir à renouer le dialogue. C'est une question qui nous oblige. [...] » Lettre du Maire aux habitants de la Villeneuve, le 9 novembre 2009.

« Je pense qu'il devrait y avoir plus de lieux comme cela, parce que les gens sont chacun chez soi. On aurait du faire ça il y a longtemps, ça aurait dû exister bien avant, il y a 15 ans, parce qu'avant les gens étaient moins repliés sur eux-mêmes. On n'aurait pas eu ce problème d'isolement de gens. A la Villeneuve il y a 20 ans, ça se passait bien, on se retrouvait ensemble au parc ou ailleurs, tout ça, ça bougeait tout le temps. Maintenant pour les faire ressortir, ce n'est pas évident. » Témoignage.

Samedi 28 novembre 2009 : une ancienne du *Relais de voisinage* à la Villeneuve, rencontrée dans le quartier, nous apprend que la structure passée au Village Olympique a cessé son activité. Information confirmée le 30 novembre : la remplaçante de l'animatrice a réussi un concours et est partie ; et devant la difficulté à tirer des habitants vers le Relais installé au 13^{ème} étage d'une tour du Village Olympique, la Régie de quartier a décidé de fermer le local.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

Yann ALGAN, Pierre CAHUC, 2007, *La société de défiance. Comment le modèle social français s'autodétruit ?*, Paris, Editions Rue d'Ulm.

Georges BALANDIER, 1985, *Le Détour, pouvoir et modernité*, Paris.

Yves BAREL, 1984, « La dissidence sociale », *Actions et recherches sociales*, vol. 16, n° 3, p. 29-50.

Jena BAUBEROT, 2009, « Débat : autour d'une sociologie de la laïcité », *Archives de sciences sociales et religieuses*, vol. 146, n°2, p. 183-200.

Paul BERNARD, Louise POTVIN *et al.*, 2007, « Health inequalities and place: a theoretical conception of neighbourhood », *Social science & Medicine*, n°65, p. 1839-1852.

Eric BERNE, 2006, *Principes de traitement psychothérapeutiques en groupe*, Paris, Editions d'Analyse transactionnelle.

Françoise CAROUX-CHAMOZZI, Jacques CAROUX, 1981, « La contestation associative et son cadre politique », *Esprit*, n°3, p. 55-64.

Daniel CEFALI, Danny TROM (dir.), 2001, *Les formes de l'action collective: mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions EHESS, coll. « Raisons pratiques ».

François CHAZEL (dir), 1993, *Action collective et mouvements sociaux*, Paris, Puf.

Eric CONAN, 1978, « Démocratie locale », *Esprit*, n°6, p. 35-41.

Jacques DONZELOT, 2008, « Le social de compétition », *Esprit*, n°11, p. 51-77.

François DUBET, 2001, *Les inégalités multipliées*, Paris, Editions de L'Aube.

François DUBET, 2005, « Pour une conception dialogique de l'individu », *EspacesTemps.net*, Textuel. <http://espacestemps.net/document1438.html>

Olivier FILLIEULE, Cécile PECHU, 1993, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques ».

Alan P. FISKE, 1992, "The four elementary forms of sociality : framework for a unified theory of social relations", *Psychological Review*, 99, p. 689-723.

Nancy FRASER, Axel HONNETH, 2003, *Redistribution or Recognition. A Political-Philosophical Exchange*, London/ New York, Verso.

Marie GARRAU, Alice LE GOFF (dir.), 2009, « La reconnaissance : perspectives critiques », *Le Temps philosophique*, n°19, Paris, Vrin.

Marcel GAUCHET, 1998, *La religion dans la démocratie : Parcours de la laïcité*, Paris, Gallimard.

Avner GREIF, 2009, « Qu'est-ce que l'analyse institutionnelle ? », *Tracés*, vol. 17, n° 2, p. 181-210.

Pierre GREMION, 1978, « Les associations et le pouvoir local », *Esprit*, n°6, p. 19-31.

Axel HONNETH, 2000, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.

Axel HONNETH, 2006, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, Paris, La Découverte.

Colette HUMBERT, 1976, *Conscientisation : Expériences, positions dialectiques et perspectives*, Paris, L'Harmattan.

Jacques ION, Michel PERONI, 1997, « Interventions sociales, engagements bénévoles et mobilisations des expériences personnelles », in Jacques Ion, Michel Peroni, (dir.), *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'aigues, L'Aube.

Jacques ION (dir.), 2005, *Que sont les dirigeants associatifs devenus ?*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne.

Jocelyne LAMOUREUX, 2001, « Marges et citoyennetés », *Sociologie et sociétés*, vol. 33, n°2, p. 29-47.

Primo LEVI, 1986, *Les Naufragés et les Rescapés*, Paris, Arcade.

Henri MENDRAS, 1984, *Eléments de sociologie*, Paris, Armand Colin, coll. « U ».

Micheline MILOT, 2008, *La laïcité*, Ottawa, Novalis.

Serge PAUGAM, 2005, « Détresse sociale et citoyenneté », in Danielle BALLEST, *Les SDF : Visibles, proches, citoyens*, Paris, Puf, p. 241-253.

Joseph-Yvon THERIAULT, 1999, « La citoyenneté : entre normativité et factualité », *Sociologie et sociétés*, vol. 31, n°2, p. 5-13.

Tzvetan TODOROV, 1989, *Nous et les autres*, Paris, Seuil.

Elisabeth TOVAR, 2008, « Paris, une ville ségréguée ? Réponse à la lumière de l'approche par les capacités », EPEE, working paper.

Richard M. TITMUS, 1987 [1967], "Welfare State and Welfare Society" in Brian ABEL-SMITH, Kay TITMUS (eds.), *The Philosophy of Welfare; Selected Writings of Richard M. Titmuss*, London, Allen & Unwin, p. 141-156.

Brian S. TURNER, 1997, "Citizenship Studies. A General Theory", *Citizenship Studies*, vol. 1, n° 1, p. 5-18.

Philippe WARIN, 2010, « Les politiques publiques face à la non demande sociale », in Olivier BORRAZ, Virginie GUIRAUDON (dir.), *Politiques publiques. 2/ Des politiques pour changer la société ?*, Paris, Presses de Science Po., à paraître.

Achille WEINBERG, 2001, « Comment l'individu pense en société », *Sciences humaines*, n° 35, HS, p. 74-76